

UNIVERSITE DU QUEBEC À MONTRÉAL

COMMENT LES MÉDIAS CONSTRUISENT-ILS LE DISCOURS SUR LE
THÈME DES LIMITES À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

ANNE ROBERT

JANVIER 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier tous les professeurs qui m'ont encadré lors de cette maîtrise à l'UQÀM, en particulier mon directeur de recherches, le professeur Gilles Coutlée, qui a su naviguer avec agilité dans les thématiques économique et communicationnelle.

Je voudrais aussi remercier tous les étudiants qui ont fait le parcours avec moi et qui m'ont aidé en se portant volontaire pour évaluer mon travail, et contribuer à sa réalisation.

Je voudrais aussi remercier mes parents pour le soutien financier durant cette période où j'ai été en mesure de me consacrer entièrement aux études.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
1. LA THÉORIE DES LIMITES À LA CROISSANCE.....	2
1.1 Les racines scientifiques de la théorie	2
1.2 L'organisation de la recherche académique.....	5
1.3 La résistance de l'idéologie dominante	7
1.4 Le conflit paradigmatique.....	9
1.4.1 Nouveauté du concept	9
1.4.2 Incommensurabilité des paradigmes	10
1.4.3 Uniformité des connaissances et des croyances	11
2. LE CONFLIT IDÉOLOGIQUE	13
2.1 Les dissensions	13
2.2 L'évolution du discours	14
3. LA RECHERCHE	17
3.1 Problème de recherche.....	17
3.2 Question de recherche.....	18
3.3 Objectifs de la recherche	19
4. LE CADRE DE RÉFÉRENCE.....	21
4.1 Définitions du cadrage médiatique	21
4.2 Le cadrage comme technique d'écriture.....	22
4.3 Le cadrage comme forme de pouvoir	23
4.4 L'intentionnalité dans le cadrage.....	24
4.5 Le cadrage comme contexte de réception.....	26
4.6 Le cadrage comme facilitateur de l'interaction publique	27
4.7 Les modifications des cadres d'interprétations.....	28

4.8 L'exclusion du discours.....	29
5. POSTURE ÉPISTÉMOLOGIQUE ET RECHERCHE.....	31
5.1 Posture épistémologique.....	31
5.2 Stratégie de recherche.....	32
5.3 Méthodologie de recherche.....	33
5.3.1 Les contextes expérientiels.....	35
5.3.2 Les entretiens.....	36
5.4 Crédibilité de la recherche.....	38
6. L'EXPÉRIENCE.....	40
6.1 Base de l'expérience.....	40
6.2 La construction de l'information par l'émetteur du communiqué.....	41
6.3 Processus de construction de texte.....	44
6.3.1 Lecture générale du communiqué.....	44
6.3.2 Choix des mots.....	47
6.4 Conclusion générale de l'expérience.....	53
7. CROYANCES, CONNAISSANCES ET VALEURS DES JOURNALISTES DES MÉDIAS DOMINANTS.....	55
7.1 Croyances, connaissances et valeurs sur le thème de l'information.....	55
7.1.1 Définition de croissance.....	55
7.1.2 Les limites à la croissance.....	56
7.1.3 La décroissance.....	58
7.2 Croyances et valeurs sur le journalisme.....	60
7.2.1 Le rôle du journaliste.....	60
7.2.2 Objectivité.....	62
7.2.3 Sources.....	63
7.2.4 Lecteur type.....	65
8. LES MÉDIAS ALTERNATIFS.....	67
8.1 Croyances et valeurs par rapport à la croissance.....	67
8.2 Croyances et valeurs par rapport à la société.....	68
8.3 Croyances et valeurs par rapport aux médias dominants.....	70
8.4 Croyances et valeurs sur le journalisme.....	72

8.4.1	Positionnement opposé aux médias dominants	72
8.4.2	Rôle politique.....	74
8.4.3	Pratiques professionnelles différentes	76
9.	ANALYSE DES RÉSULTATS	78
9.1	Les points communs	78
9.1.1	La perception du risque écologique.....	78
9.1.2	Une critique du fonctionnement des médias dominants.....	80
9.2	Les divergences	81
9.2.1	Regards sur le système économique, politique et social actuel par les journalistes des médias dominants.....	81
9.2.2	Regards sur le système économique, politique et social actuel par les journalistes des médias alternatifs	84
9.2.3	Regards sur la neutralité journalistique	87
9.2.4	Divergences et choix de médias	90
9.3	Les opportunités d'élargir le champ du discours	93
9.3.1	Contenu et forme du discours des économistes écologistes.....	93
9.3.2	Choix des médias.....	94
9.3.3	Approche des médias dominants	95
	CONCLUSION.....	99
	RÉFÉRENCES	102

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Évolution comparative de la population mondiale et du PIB.....	3
Figure 2. Scénario 1: un point de repère.....	4
Figure 3. <i>The G20 countries' growth in GDP versus growth in CO2 emissions from production, 1991–2007</i> (Oxfam, 2012, p. 25).	8

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Évolution comparative de la population et de la consommation de ressources (Meadows, 2013, p. 252).....	3
--	---

RÉSUMÉ

Le but de cette recherche est de décrire le processus de construction des discours médiatiques sur la problématique des limites à la croissance. Nous avons été surpris des discours différents que construisaient les journalistes en fonction des contextes rédactionnels, notamment de la différence entre le sens attribué aux mêmes informations selon que les informations sont traitées par des journalistes couvrant l'écologie et par ceux des médias dominants. Notre question de recherche a été : « Comment les médias construisent-ils le discours sur le thème des limites à la croissance économique ? »

Notre exploration de la pratique professionnelle des journalistes s'inscrit dans une logique constructiviste psycho-socio-pragmatique. Nous avons procédé à une recherche qualitative portant sur deux groupes de journalistes. Les premiers de la presse dominante au Québec ont été soumis à une expérience de rédaction sur le thème des limites à la croissance. Les seconds, de la presse alternative, ont partagé leurs expériences de couverture d'un colloque sur la décroissance en 2014. Nous avons aussi exploré les croyances et les valeurs que ces journalistes portent sur leur pratique professionnelle.

Notre recherche a permis de décrire deux processus de construction du discours différents. Pour les journalistes des médias dominants, puisque le sujet des limites à la croissance relève d'une connaissance scientifique qui leur échappe, ils construisent leurs discours en tenant davantage compte des normes professionnelles de neutralité auxquelles ils adhèrent qu'aux postulats plus spécifiques au thème. Les journalistes de la presse alternative, pour leur part, questionnent la véracité des postulats et construisent des discours en fonction de leur rapport à la réalité et de ce qu'ils croient vrai.

Mots clés : décroissance, économique, cadrage, médias, alternatifs.

INTRODUCTION

Existerait-il des limites intrinsèques à la croissance économique? C'est ce que prône un mouvement de recherche en sciences économiques (Meadows *et al.*, 1972). Une théorie qui n'a rien de nouveau puisqu'elle circule dans les milieux scientifiques depuis les années 70. En opposition directe avec la pensée économique néolibérale qui domine dans la société, elle s'inscrit dans un souci très actuel de repenser les modes de production et de consommation pour préserver l'équilibre écologique de la planète. Or, ce thème, de nature économique, n'apparaît que très peu, voire pas du tout, dans le discours médiatique sur l'économie. On le retrouve surtout dans les discours sur les changements climatiques, sans que le lien entre les activités économiques et le climat soit clairement établi.

Cette situation nous a interpellés, menant à des interrogations qui ont débouché sur cette présente recherche.

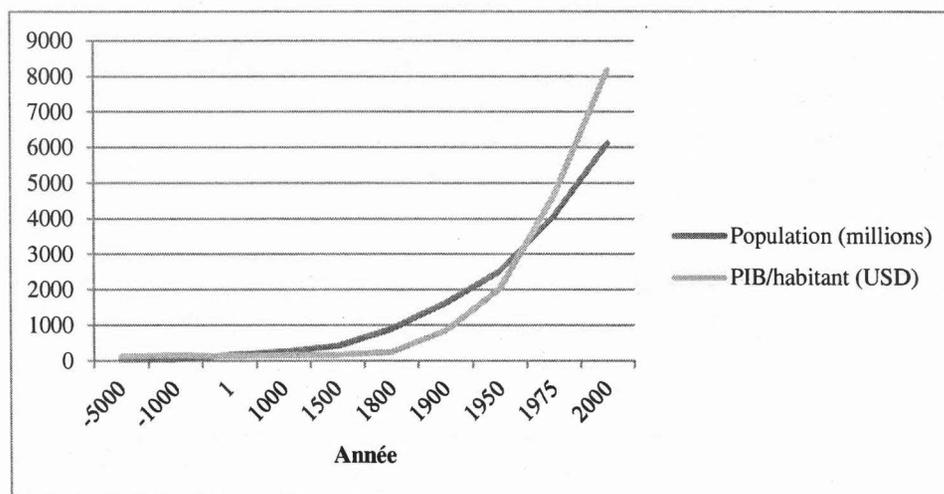
1. LA THÉORIE DES LIMITES À LA CROISSANCE

1.1 Les racines scientifiques de la théorie

Le concept de limites à la croissance est formulé par des chercheurs de la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology (Meadows et al, 1972) sous la forme du rapport « *The limits to Growth* ». Ce rapport est mandaté par le Club de Rome, un groupe de réflexion international qui tente de concilier écologie, économie et équilibre social. Il est présenté au premier Sommet de la Terre en 1972, organisé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Sa publication s'inscrit dans le contexte du premier choc pétrolier qui met en exergue le caractère non-renouvelable des ressources pétrolières et qui lance la recherche scientifique sur les alternatives au pétrole. Par cette étude, Meadows et al développent une approche systémique et économétrique dont ils dégagent plusieurs scénarios.

Si l'idée de croissance fait partie intégrante de notre organisation sociale, elle demeure relativement récente à l'échelle de l'histoire de l'humanité. Le graphique ci-dessous (Cohen, 1995) démontre comment, en élargissant les perspectives dans le temps, nous prenons conscience du caractère temporel du concept de croissance illimitée. Le graphique illustre aussi comment les progrès techniques ayant mené à la révolution industrielle ont modifié le cours de l'histoire démographique et économique de la planète.

Figure 1: Évolution comparative de la population mondiale et du PIB



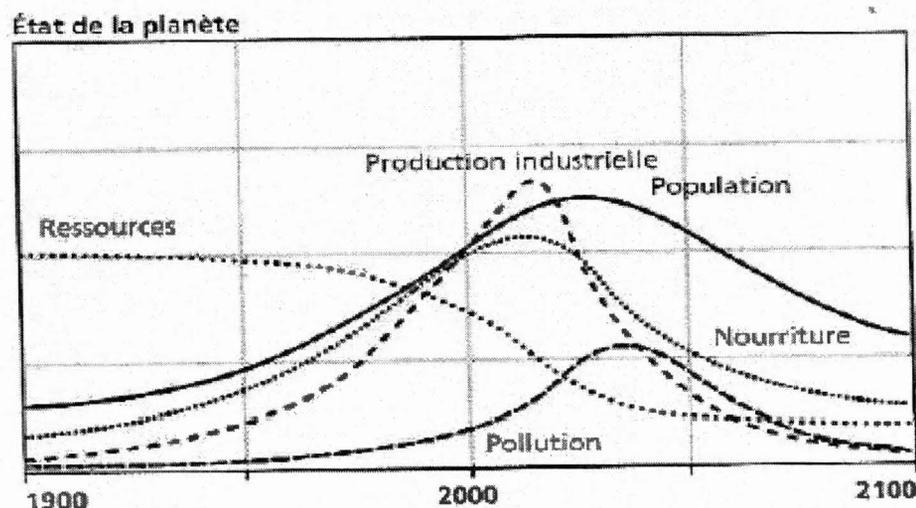
Dans le schéma de l'économie écologique, si les ressources s'épuisent, c'est parce qu'elles sont disponibles en quantités finies, donc limitées. Alors que l'augmentation de la consommation connaît, pour sa part, une croissance exponentielle (Meadows *et al.*, 2004). Or, la croissance n'est pas uniquement une accumulation de statistiques sans impact sur l'environnement physique. Elle entraîne un accroissement de l'utilisation des ressources naturelles. En effet, la consommation des ressources mondiales s'est accélérée dès la seconde moitié du XX^e siècle, comme l'illustre le tableau suivant (Meadows *et al.*, 2013, p.252) pour quelques ressources-clé:

Tableau 1. Évolution comparative de la population et de la consommation de ressources

	1950	1975	2000	Croissance
Population (milliards)	2,3	4,1	6,1	X 3
Pétrole (m-barils/an)	3 800	20 512	27 635	X 7
Charbon (mt/an)	1 400	3 300	5 100	X 3,6
Fer (mt/an)	134	468	580	X 4,3

Dans leurs modèles, la poursuite de la croissance aux taux actuels mènerait à des bouleversements écologiques associés à des crises alimentaires, des maladies et des récessions (Meadows *et al.*, 2013, p. 253).

Figure 2. Scénario 1: un point de repère



Dès le lancement du débat dans les années 70, l'équipe de Meadows rencontre une forte résistance idéologique.

Et l'Occident opte pour le modèle néolibéral. Seul le bloc communiste manifeste une opposition à ce modèle. Mais l'expérience se solde par un échec avec la chute du mur de Berlin en 1989, décrédibilisant, dans la foulée, la plupart des théories associées à une idéologie de gauche. Sur la même période, l'enrichissement des pays à modèles capitalistes consolide le pouvoir des économistes de droite.

Le lien entre l'activité économique et l'écologie revient cependant dans le débat public lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, lorsqu'est présenté le concept de

l'empreinte écologique. Ce concept fait l'objet d'une thèse de doctorat en cours à l'époque (Wackernagel, 1994). Celle-ci tente de comparer la pression de l'activité humaine sur l'équilibre biologique de la planète actuelle par un indicateur chiffré. Il s'agit de calculer ce qui représenterait la surface planétaire bio-productive nécessaire pour soutenir la consommation humaine et absorber ses déchets. Ainsi Wackernagel met-il en exergue la pression écologique insurmontable que subirait la planète aux rythmes de production et de consommation de 1992 et remet-il à l'ordre du jour l'urgence à freiner cette pression.

1.2 L'organisation de la recherche académique

Dans le monde économique, la réflexion sur les limites à la croissance donne naissance au courant de l'écologie économique.

Quoique les liens entre l'écologie et l'économie aient attiré plusieurs chercheurs, notamment après le Congrès de Rome (1973), il n'était pas doté d'une structure formelle. La création en 1989 de l'International Society for Ecological Economics (ISEE) vient donner de l'élan à cette discipline. De son secrétariat à Boston, Massachusetts aux États-Unis, l'ISEE publie un journal académique, *Ecological Economics*, publie des livres sur la discipline ainsi que du matériel pédagogique, organise des colloques et parraine des rencontres scientifiques. Cet organisme fédère d'autres sociétés du même nom pour des pays dans le monde entier (Europe, Inde, Brésil, Chine, par exemple). Elle s'inscrit dans une réflexion transdisciplinaire et technique qui inclut entre autres les thèmes de la modélisation, des indicateurs économiques, des concepts de limites, du commerce et du développement, des méthodes d'évaluation des actifs ou des choix de politiques réglementaires et fiscales. Son but est de réconcilier des perspectives conflictuelles dans les sphères économique et écologique menant à des politiques contradictoires et non-durables.

L'intérêt pour l'écologie économique prend de l'essor à partir de la crise financière de 2008, quand les économistes des grandes institutions dominantes sont pointés du doigt pour n'avoir pas su anticiper ou prévenir la crise. S'amorce alors un mouvement qui milite pour davantage de pluralisme dans la recherche et le débat en économie. En France ce mouvement s'organise sous l'égide d'une association, les économistes atterrés, qui publient leur manifeste (Askenazy, Coutrot Orlean et Sterdyniak, 2010). C'est alors qu'un mouvement complémentaire, *Research and Degrowth*, s'est construit en Europe autour des chercheurs de l'Université de Barcelone et de Paris. S'appuyant sur les travaux scientifiques de l'ISEE, le mouvement adhère à une vision plus radicale des changements sociaux nécessaires pour réconcilier les deux disciplines. Dans une perspective à la fois académique et militante, il promeut le thème de la « décroissance » ou « *degrowth* », qu'il qualifie volontairement de « slogan activiste » (<http://www.degrowth.org>), soit d'un « rejet de l'illusion de croissance et un appel pour re-politiser le débat public, colonisé par l'idiome de l'économisme. C'est un projet qui plaide pour un recul, décidé par mode démocratique, de la production et de la consommation dans le but d'atteindre la justice sociale et la durabilité écologique. »

Ainsi, *Research and Degrowth* promeut à la fois la recherche scientifique en écologie et économie mais aussi la recherche en anthropologie, psychologie et en sciences sociales. Ses intérêts portent sur la démocratie, la coopération internationale et sur « la compréhension par opposition au repli social, à la fragmentation et à l'autoritarisme ». Le mouvement publie également des papiers de recherche, des livres et, depuis 2008, organise tous les deux ans des colloques sur le thème de la décroissance, ainsi que des formations sur ce sujet dans ses centres de Barcelone et Paris.

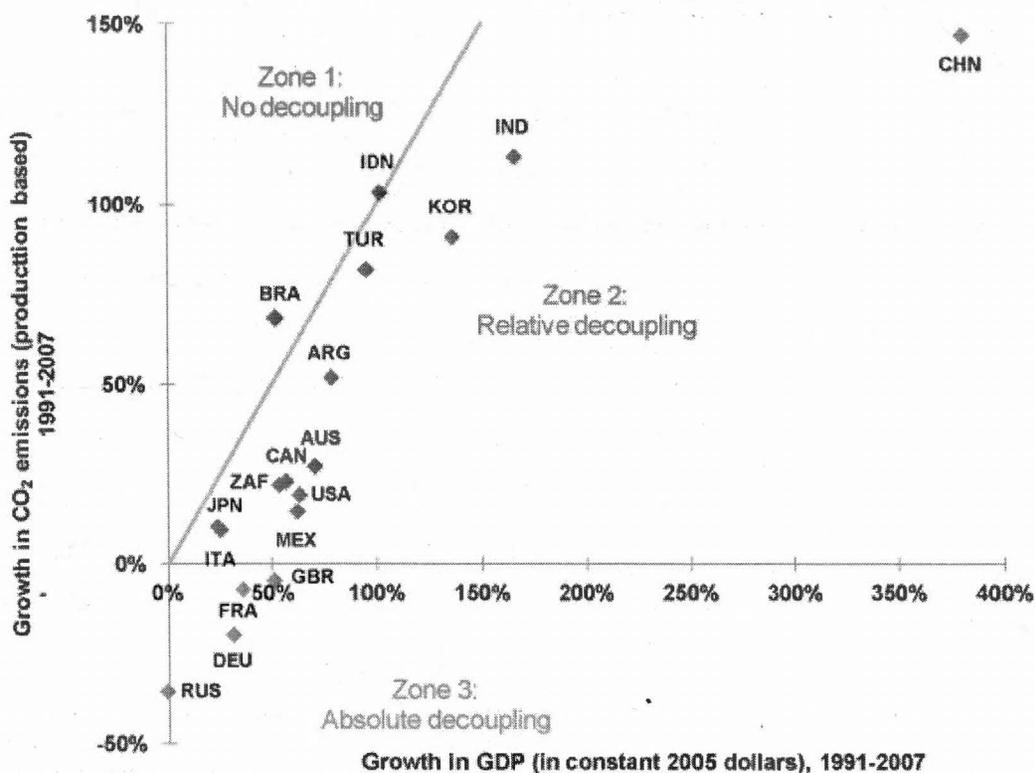
1.3 La résistance de l'idéologie dominante

Quoique mieux organisé, le courant de l'écologie économique reste toutefois marginalisé dans le débat public. Néanmoins, alors que la conscience écologique des citoyens se développe, le discours économique dominant s'adapte. Il adopte le concept de croissance « durable ». Ce terme, politiquement correct, cache néanmoins un contre-sens fondamental. En effet, si on suppose que les limites de nos ressources ont bel et bien été atteintes, alors, toute croissance qui entraîne une utilisation supplémentaire des ressources provoque une destruction irréversible. S'il est irréversible, ce développement n'est, par définition, pas durable.

Une autre adaptation du discours dominant est l'hypothèse du « découplage » entre la croissance économique, exprimée par des chiffres abstraits, et l'utilisation de ressources physiques, en quantités réelles, pour soutenir cette croissance. C'est ce que promeut le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC).

Ce découplage serait possible, soutient ce groupe, grâce au progrès technique qui permettrait de générer des gains en efficacité, tel que le présente le tableau ci-dessous (Oxfam, 2012, p. 25).

Figure 3. The G20 countries' growth in GDP versus growth in CO₂ emissions from production, 1991–2007 (Oxfam, 2012, p. 25).



Or, le principe de gains en efficacité demeure une hypothèse loin d'avoir été établie dans tous les secteurs de la production et de la consommation. Rien que dans le secteur de l'énergie, de 1990 à 2010, la consommation mondiale d'énergie primaire a augmenté d'environ de 45%, et on prévoit que la hausse va se poursuivre mais à un rythme plus faible que les décennies passées (Conseil Français de l'Énergie, 2013, p. 10).

1.4 Le conflit paradigmatique

Le contexte dans lequel les économistes débattent et communiquent autour des limites à la croissance présente plusieurs des caractéristiques d'un conflit paradigmatique (Luyckx, 2010), tel que décrit par Thomas Kuhn (1963), qui ne serait pas encore résolu : nouveauté du concept, incommensurabilité des paradigmes, uniformité dans les modes de formation menant à un partage de croyances communes fortes dans la communauté scientifique dominante.

1.4.1 Nouveauté du concept

Dans l'histoire de la pensée économique, les économistes, tous courants confondus, ont focalisé leur attention sur la croissance et la manière dont les nations devaient la favoriser. Il y a bien évocation d'un état de ralentissement, voire de frein à la croissance chez David Ricardo (1817); et Adam Smith (1776) parle « d'état stationnaire » mais n'envisage pas le recul de la croissance. Au contraire, la perspective d'une croissance possiblement illimitée naît avec John Maynard Keynes (1923) qui présente la possibilité de stimuler et relancer l'économie par des dépenses publiques d'intérêt général. Il réfute les restrictions à long terme de son modèle de relance en disant que « dans le long terme, nous serons tous morts » (Keynes, 1923, ch. 3). Pour ces économistes, le contraire de la croissance n'existe pas, à l'exception du concept de récession, état cependant jugé passager et nécessaire au rééquilibrage afin de permettre une relance de l'activité.

Les limites éventuelles à la croissance sont évoquées par Malthus (1798) dans son *Essai sur le principe de la population*. Il y présente une vision des cycles économiques par lesquels l'accroissement du bien-être mène à un accroissement de la population, lequel entraînerait des pénuries, menant à la pauvreté. Malthus n'adhérait cependant pas de manière radicale au concept des limites à la croissance. Il parlait de

pauvreté plutôt que de famine absolue : « quand bien même nous atteindrions la limite absolue à tout nouvel accroissement dans la production de vivres, une limite que nous n'atteindrions certainement jamais » (Malthus, 1798, édition 1992, p. 70). On peut dire que Malthus suggérait le concept de limites sans en faire un absolu. De plus, Malthus écrivait dans une logique démographique et économique, sans tenir compte de la protection de l'environnement.

Quand apparaît dans le discours scientifique le thème des limites à la croissance, il s'agit d'un concept nouveau. Pour les tenants de ce discours, les limites à la croissance ne sont plus probables, mais certaines. De plus, le discours dépasse le cadre disciplinaire de l'économie et de la démographie pour s'inscrire dans une approche systémique et pluridisciplinaire. Dès lors, les recherches économiques et sociales se conjuguent avec des facteurs physiques et biologiques. Ainsi, alors que la crise du pétrole met en exergue les limites en ressources pétrolières, les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen (1979) invitent à voir au-delà du secteur de l'énergie pour tenir compte de l'incidence de l'accumulation des déchets et de la pollution sur l'ensemble de l'équilibre écologique de la planète.

Cette approche systémique et écologique ne repose pas sur un ensemble de recherche théorique ancien et n'est pas ancrée dans une tradition académique claire.

1.4.2 Incommensurabilité des paradigmes

Si dans le domaine des sciences du climat, le consensus scientifique s'oriente vers la preuve que l'activité humaine est source de dérèglements¹, l'extension de ce concept à la sphère de l'économie reste confrontée à de nombreux obstacles. Le mouvement

¹ Dans son cinquième rapport publié en 2013, le GIEC, s'appuyant sur 9 200 études dans 40 pays différents, soutient avec une probabilité de 95% que l'activité humaine est la cause principale du réchauffement observée depuis la deuxième moitié du XX^e siècle.

de l'économie écologique (Kallis *et al.*, 2013) soutient que le concept de limites à la croissance et, en particulier celui de la décroissance, n'est pas pris au sérieux par les politiciens ou les organisations écologiques les plus connues. Si bien que, choisissant la voie sécuritaire sur le plan professionnel, les chercheurs resteraient le plus souvent « dans la sphère de la faisabilité économique et politique, même si le refus d'explorer de nouvelles voies n'est pas neutre. C'est une posture fortement normative qui soutient l'hypothèse que la croissance est durable et désirable à l'infini » (Kallis *et al.*, 2013, p. 5).

Kallis affirme alors que la décroissance est un concept « tabou » dont il est difficile de discuter ouvertement (Kallis *et al.*, 2013, p. 5)

1.4.3 Uniformité des connaissances et des croyances

Dans le conflit entre les économistes-écologistes et les économistes néolibéraux, la force du nombre est en faveur des économistes néolibéraux. Ils dominent les institutions académiques et étouffent la concurrence dans la discipline (Askenazy, Coutrot, Orlean et Sterdyniak, 2010). Alors que le courant de l'économie écologique est, pour sa part, relégué à la marginalité. Cette tendance s'accroît à la suite de la chute du modèle communiste quand la pensée économique converge vers les choix libéraux :

Une vision téléologique tend ainsi à décrire l'évolution de la science économique comme le passage de l'amateurisme idéologique à la profession savante et experte, dotée de ressources cognitives stabilisées, qui considère le modèle du marché comme la réponse universelle aux problèmes d'efficacité économique. Proche de ce que l'on peut appeler l'« idéologie professionnelle indigène », cette vision a tendance à gommer les aspérités, discontinuités, incohérences et contingences du développement historique de la discipline économique. (Lebaron, 2011, p. 6).

Lebaron (2011) décrit aussi une communauté scientifique réunie par la certitude d'avoir atteint un seuil d'expertise élevé, partageant un ensemble de propensions à

agir, penser et sentir d'une certaine manière. Cette convergence de la recherche vers des modèles néolibéraux s'exprime par l'usage d'un vocabulaire technique spécifique, par la maîtrise de la statistique en tant qu'outil scientifique appliqué au monde social, et par la valorisation des mécanismes de prix sur le marché. Elle prend aussi racine dans un système de formation qui tend à s'uniformiser à l'intérieur des structures de l'enseignement supérieur et de la recherche de différents pays, formatés sur le modèle anglo-saxon, sur ses normes d'excellence scientifique et sur son rapport au capitalisme et à l'entreprise.

Ce conflit paradigmatique que traverse le secteur académique en sciences économiques n'est donc pas un phénomène nouveau, puisqu'on a vu qu'il a pris naissance dans les années 60. En revanche, il est devenu plus visible dans les discours publics, par le biais de certains économistes contestataires de l'ordre dominant qui ont choisi de le porter dans les médias. Il a aussi pris sa place dans les forums internationaux, soutenu par les signes visibles du réchauffement climatique et de l'organisation internationale pour tenter de le contrer.

2. LE CONFLIT IDÉOLOGIQUE

2.1 Les dissensions

Les dissensions entre les équipes de recherche portent autant sur la nature scientifique du débat que sur ses fondements idéologiques (Luyckx, 2010). Car les économistes-écologistes ne critiquent pas seulement les faits ou les chiffres. Ils remettent aussi en cause un certain nombre de valeurs de la société néolibérale capitaliste. Ce qui les conduit à proposer que la société redéfinisse le rapport de l'être humain au travail, à la consommation et à la notion de bien-être. En ce sens, ils remettent à l'ordre du jour les valeurs et croyances sous-jacentes dans les travaux d'Adam Smith et de David Ricardo, qui envisageaient une croissance économique permettant à l'humanité de produire plus et mieux afin de se distancier d'un rapport aliénant au travail et de se consacrer davantage aux loisirs. Or, cette approche différente de l'équilibre travail-loisir est à contresens des valeurs capitalistes actuelles qui, pour leur part, prônent la réussite par le travail menant à l'accumulation de biens.

Les économistes du mouvement écologiste (Kallis *et al.*, 2012) arguent que, si dans le passé la possession d'un plus grand nombre de biens matériels a doté l'humanité d'une meilleure protection contre les adversités, elle génère aujourd'hui de nouvelles conditions d'adversité. Puisque, par l'accumulation de biens non-essentiels, le modèle capitaliste expose l'humanité aux conséquences matérielles des crises systémiques inévitables. En outre, il engendre un climat d'insécurité artificiel provoqué non par l'absence de ressources pour satisfaire à nos besoins, mais par le maintien volontaire d'un climat de compétition sociale. Celui-ci conduit à l'épuisement dans le travail et à la dégradation des relations sociales. Ce bien-être « négatif » se manifeste, entre autres, par un accroissement des maladies dues au stress, une hausse de la toxicomanie, des inégalités sociales et des troubles sociaux.

2.2 L'évolution du discours

La parution en 2007 du livre « An Inconvenient Truth », d'Al Gore marque une rupture dans l'approche mondiale au problème des changements climatiques. Le discours écologiste, longtemps miné par l'activisme des « sceptiques » est légitimé par le prix Nobel de la paix que reçoit Al Gore en 2007. Le discours sera alors résolument orienté sur un axe scientifique et climatique. En parallèle, au Royaume-Uni, la publication du rapport de Nicholas Stern (2006) sur les changements climatiques marque aussi l'intégration officielle d'une volonté de combattre les changements climatiques. Stern prône des solutions de croissance verte qui ne sont pas en rupture avec l'idéologie néolibérale, mais qui vendent plutôt des opportunités de croissance dans le secteur de l'environnement.

Dans les médias, si le débat sur les changements climatiques prend de l'ampleur, il s'aligne sur l'idéologie néolibérale de ses promoteurs les plus en vue. Si bien que certains dénoncent le conflit d'intérêt qui pourrait exister entre les médias et la recherche. (Orléan, 2010). Alors que le courant de l'écologie économique demeure toujours dans l'ombre. Il semblerait qu'il y ait une frilosité de la part des médias à envisager le thème sous l'angle des limites possibles à la croissance. Le thème serait-il un « tabou » autant dans les médias que chez les économistes (Kallis *et al.*, 2012) ?

Dans le cadre de cette recherche, nous avons passé en revue les contenus proposés dans plusieurs publications internationales et locales de plusieurs pays. Nous avons constaté que, si le thème des changements climatiques est souvent abordé, il est le plus souvent intégré à un contexte particulier : pages environnement, publication spécialisée en écologie, médias d'extrême gauche. Dans les médias dominants, le lien avec le concept de croissance économique demeure faible, voire inexistant. Nous avons aussi constaté que les journalistes eux-mêmes sont frileux à s'engager sur le terrain des limites possibles à la croissance. S'ils l'évoquent, c'est le plus souvent

sous la forme d'opinions provenant de contributeurs externes plutôt que d'éditorialistes de la rédaction. Suggérant que le journal choisit d'adopter un certain détachement des propos qu'il diffuse, laissant à l'auteur de l'opinion le risque d'en assumer la responsabilité.

Nous avons aussi constaté des schémas récurrents dans les plans des articles. En effet, les médias jouent souvent sur un effet de disjonction pour tirer avantage de l'intérêt que peut susciter un débat entre deux parties en opposition directe et passionnée (Lavallée, 2009).

Tout est présenté comme si on voulait enfermer nos sociétés dans une double contrainte où nous serions soumis à des impératifs qui seraient contradictoires : impératif économique, impératif écologique. Les médias jouent ainsi sur des « scénarios hollywoodiens » qui mettent en opposition les « bons écologistes » et « méchants gestionnaires » ou, dans le cas contraire, « les gestionnaires qui souhaitent le bien-être des populations » et « les écologistes qui leur préparent un futur tiers-mondiste ».

Tout indique que la presse semble aborder ce thème dans ces cadres bien précis. Ces cadres peuvent prendre la forme des pages écologie plutôt que les pages économie. Ou, à l'extrême, le cadre pour en parler devient les médias alternatifs, le thème ne trouvant pas sa place dans les publications dominantes. Ces cadres posent des axes de lecture et d'interprétation qui confinent le débat à des contextes prédéfinis, dont l'appartenance au champ de la pensée économique est encore incertaine.

Ces choix éditoriaux ne sont pas neutres. C'est, en effet, en grande partie par le discours médiatique que les individus construisent du sens et, l'opinion publique fait partie du processus par lequel les journalistes développent et figent le sens dans le discours social (Gamson, 1989). En associant les changements climatiques à des problématiques scientifique ou politique, et pas économique, les médias contribuent à nourrir une vision du monde construite sur le principe d'un découplage entre la dimension écologique ou politique du problème et la « réalité » économique. Ils

suggèreraient que certaines options, certaines idées, certains économistes sont « réalistes » et « crédibles ». Alors que d'autres appartiendraient au champ de « l'idéalisme » ou d'un certain romantisme écologique.

Cela, par ricochet, est susceptible de limiter, dans l'opinion publique, le champ des alternatives économiques possibles et d'entraîner nos sociétés dans des comportements destructeurs et irréversibles pour la planète.

C'est cette urgence d'agir différemment pour l'environnement qui a suscité chez nous le désir d'explorer les racines de la construction du discours médiatique.

Les principales questions que soulève cette recherche sont les suivantes :

Que se passe-t-il sur le plan de la production du discours médiatique sur le thème des limites à la croissance ? Quel est le pouvoir, réel ou perçu, du journaliste dans la construction du discours ? Dans quelle mesure est-ce que les journalistes sont influencés par le contexte dans lequel ils construisent le discours? Dans quelle mesure sont-ils conscients de cette influence du contexte dans la production du discours? Quelles sont les influences externes que subissent les journalistes et les équipes d'édition dans le cadre de la production d'information? Quelles sont les croyances sur lesquelles les journalistes basent leurs opinions professionnelles? Quels sont les conflits personnels et psychologiques auxquels sont confrontés les journalistes et les équipes d'édition dans le mode de traitement de l'information?

De telles questions portent le regard de la recherche sur les processus dynamiques d'interactions entre les différents intervenants au sein d'un même système et des sous-systèmes de production de contenu médiatique. L'accent sera mis sur les relations interpersonnelles entre les acteurs du système ainsi que sur les conditions associées aux divers systèmes qui déterminent en partie la réalisation du processus de production de contenu.

Ces questions nous mènent à notre question principale de recherche.

3.2 Question de recherche

« Comment les médias construisent-ils le discours sur le thème des limites à la croissance économique ? »

Par le terme « médias », nous voulons désigner toutes les plateformes de médiation du discours construites autour d'un projet éditorial.

Par « discours », nous parlons de toute communication écrite, orale ou visuelle.

Le terme « construisent » fait référence à l'épistémologie constructiviste de la recherche.

Le terme « thème » est la circonscription de l'objet d'études.

Enfin, « les limites à la croissance » est l'hypothèse théorique en économie qui découle du caractère non-renouvelable des ressources naturelles.

3.3 Objectifs de la recherche

Le but de la recherche sera de décrire les processus de construction du discours sur le thème des limites à la croissance. Il s'agira d'identifier les différents facteurs d'ordre social, politique, économique ou psychologique menant aux choix éditoriaux qui sont faits.

Les objectifs seront d'identifier les croyances et les connaissances des journalistes au sujet des limites à la croissance et de tenter de comprendre leurs origines; d'explorer l'impact des contextes géographique et économique dans lesquels évoluent les journalistes sur les attitudes et les croyances; de comprendre les rapports de pouvoir et les contraintes professionnelles qui influencent l'équipe journalistique; de décrire les interactions entre les journalistes et leurs sources, leurs confrères, leurs collègues, leur hiérarchie dans le cadre du traitement d'une information portant sur les limites à la croissance; de comprendre les différences qui peuvent exister entre les choix éditoriaux de la presse générale, économique et alternative; d'identifier les zones

d'incertitude, les faiblesses dans le raisonnement, ou les contextes susceptibles de mener à un traitement différent de l'information; de décrire les techniques de cadrage mises en œuvre dans la construction du discours.

On tentera par la suite de dégager des tendances générales et de construire un ou des modèle(s) descriptif(s) de la construction du discours.

Nous pensons qu'une stratégie de recherche qualitative est la plus appropriée pour atteindre ces objectifs. Elle vise à dresser un tableau d'ensemble descriptif qui apporte une vision d'ensemble des problématiques et des rapports de force en action dans la construction du discours.

Cette recherche est pertinente parce qu'elle peut permettre de comprendre les mécanismes par lesquels les médias et la société construisent ensemble la vision du monde et l'interprétation du lien entre l'écologie et l'économie. Elle permettra aussi aux journalistes de prendre conscience de certains biais s'ils existent et, par l'entremise de cette prise de conscience, de choisir une couverture plus équilibrée de cette thématique.

4. LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Nous avons cherché à découvrir comment la recherche antérieure a abordé dans le passé les problématiques liées à la construction du discours médiatique. Nous avons identifié deux axes d'analyse récurrents. Le premier est celui de la théorie du cadrage médiatique. Cette théorie tente d'expliquer comment la forme donnée à l'information influence l'interprétation qui s'en dégage, ce qui permettrait aux médias d'exercer une influence sur la construction de sens dans la société. Cette théorie s'appuie sur l'hypothèse que les médias exercent un pouvoir sur la société. Le deuxième axe d'analyse revient au philosophe Michel Foucault (1970). Dans son allocution au Collège de France sur les limites du discours, il dresse un tableau des contraintes sociales qui pèsent sur l'expression des idées dans le domaine public. Cela reviendrait à aborder la construction du discours avec l'idée d'un pouvoir réduit du journaliste.

4.1 Définitions du cadrage médiatique

Dans le domaine de la recherche sur les médias, l'interaction entre le thème, le contexte et l'interprétation a été théorisée dans le concept du cadrage médiatique (*framing*). Si cette théorie a été développée au sein des études sur la réception des médias, elle fait appel à plusieurs autres disciplines notamment la sociologie, la psychologie et la littérature que nous découvrirons plus loin. Le défi que rencontrent les chercheurs dans ce domaine est de parvenir à cerner la problématique en tenant compte de toutes ces dimensions.

Dans le champ des études médiatiques, une des définitions du cadrage les plus citées revient à Entman (1993, p. 52) :

L'acte de cadrage consiste à sélectionner quelques aspects de la réalité telle qu'elle est perçue, de la mettre en exergue dans le texte de communication, de façon à promouvoir une définition spécifique du problème, une interprétation causale, un jugement moral ou une recommandation.

Dans le prolongement de l'interactionnisme symbolique aux études médiatiques, le processus de cadrage est défini comme « la démarche de description ou de définition d'un contexte, qui ne demande pas d'explications complexes » (Scheufele, 1999, p.107). Le journaliste choisirait une thématique, un effet de style, une séquence narrative dans la façon dont il campe son sujet. Par ce moyen, il donnerait un angle spécifique (*spin*) à son article ou en fonction des tendances de couverture thématiques préexistantes dans les médias en général (Iyengar, 1987, p. 130).

Gamson (1989, p. 157) dit du cadrage qu'il s'agit d'« une idée centrale organisatrice, un fil conducteur qui apporte du sens à une série d'évènements et suggère le thème de la controverse. » Aussi, quand on parle de cadrage, peut-on évoquer des scénarios-types qui se retrouvent dans les médias tels que : le conflit entre individus ou groupes d'intérêts, l'angle du *human interest*, ou l'analyse des conséquences possibles de l'évènement, notamment les conséquences financières et économiques d'une situation (Van Dijk, 1988).

Le concept de cadrage se réfère aussi à un point de sortie, soit « une interprétation causale, un jugement » comme l'a défini Entman. Si bien que le cadrage serait alors un outil technique qui doterait le journaliste d'une capacité à suggérer qui s'ajoute à son pouvoir d'informer (Van Dijk, 1988, p. 107).

4.2 Le cadrage comme technique d'écriture

Pour mieux comprendre la dimension technique du cadrage, Van Dijk (1988) propose de décomposer le discours journalistique en éléments dits de « texte » et de « contexte ». Dans la terminologie de Van Dijk, le terme « texte » se réfère aux faits et aux détails descriptifs. Alors que le « contexte » est composé de tous les éléments qui font appel aux procédés cognitifs, à des représentations socio-culturelles. Le contexte peut aussi faire référence à la suite d'informations publiées dans le passé

dans laquelle s'inscrit l'article. Enfin, Van Dijk estime que le choix d'un style narratif ou d'un mode de présentation des faits est aussi indicateur du contexte. Dans l'ensemble, le contexte se définit comme des « modèles de situation qui, se référant à la mémoire épisodique, fournissent les éléments manquants sur lesquels le lecteur doit s'appuyer pour obtenir une compréhension complète de l'information traitée » (Van Dijk, 1988, p. 105).

Si cette distinction entre le texte et le contexte permet d'établir une première approche au cadrage, il est parfois difficile de les analyser isolément. Et nous choisirons pour cette recherche d'aborder le cadrage comme une synthèse entre la thématique générale de l'article et les multiples facettes de sa déclinaison.

4.3 Le cadrage comme forme de pouvoir

Si les médias peuvent, par des techniques d'écriture, suggérer certaines interprétations, peut-on dire qu'ils exercent ainsi un pouvoir d'influence sur la construction des idées dans la société? C'est ce que prône la théorie de l'*agenda-setting*. Celle-ci suggère qu'en opérant un tri sélectif des thèmes à couvrir, les médias ont le pouvoir de définir les priorités du débat social. Soit de dire à la société à quels thèmes penser, et quelle importance attribuer à l'information. Dans le prolongement de cette théorie, le cadrage est alors compris comme le deuxième niveau de l'*agenda setting*. Par la possibilité de choisir un cadrage ou la forme de l'information présentée, les médias seraient capables de moduler la définition de la situation. Par ce biais, ils maîtriseraient l'interprétation à donner aux thèmes couverts. (Iyengar, 1991, pp. 138-143). Cela revient à dire que les médias auraient le pouvoir de suggérer au lecteur non seulement à quoi penser, mais aussi comment y penser (Van Dijk, 1988, p. 107).

Ce pouvoir s'exercerait autant par ce qu'il suggère que ce qu'il évite de suggérer. Si le cadrage est le choix d'un angle, d'une orientation, « la plupart des cadrages sont définis par ce qu'ils omettent ainsi que par ce qu'ils incluent, et l'omission de définitions possibles des problèmes, d'explications, d'évaluations, de recommandations pourraient s'avérer aussi critiques que les inclusions dans la manière de guider l'audience » (Entman, 1993, p. 54).

Ainsi, les médias seraient les architectes d'une vision du monde qui leur est propre et qu'ils imposeraient alors comme une donnée à la société. C'est l'opinion de Tuchman (1978, p. 13) qui décrit les médias comme des créateurs d'un « réseau de factualité qui crée une illusion de crédibilité, légitimant ainsi le statu quo ». Ou encore de McQuail (2010, p. 380) qui dit que les médias œuvreraient pour apporter des cadres aux images de la réalité d'une façon prédictible et récurrente.

4.4 L'intentionnalité dans le cadrage

Si les journalistes s'appuient sur des techniques d'écriture et de production pour aller à la rencontre de leur public, l'usage de ces leviers rédactionnels ne serait pas toujours motivé par des intentions conscientes de prise de pouvoir ou de manipulation des masses. Edelman (1993, p. 232) attribue ces choix à l'idéologie et aux idées reçues des journalistes. Alors que Proulx et Breton (2006, p. 97) expliquent que l'action de mise en forme est inévitable puisqu'elle relève de la nature intrinsèque de l'écriture médiatique.

Le mot français information vient du latin *informatio*... Il désigne l'action très matérielle de façonner, de donner une forme. D'autre part, il signifie selon le contexte, enseignement et instruction, ou idée, notion, représentation.

Puisque la mise en forme est inévitable, les choix du journaliste relatifs à cette mise en forme relèveraient souvent de critères inconscients (Gamson, 1989, p. 158; Fishman, 1980, p. 154). De même que la forme idéologiquement teintée de l'angle

d'approche de l'information ne serait que le résultat non-intentionnel de l'organisation pratique qui régit la production de l'information, les formats, le marketing ou le besoin d'objectivité de la part du journaliste. (Iyengar, 1991, p. 138; Fishman, 1980, p. 84). Ou encore le reflet des normes et valeurs sociales, pressions organisationnelles, pression des groupes d'intérêts (Shoemaker & Reese, 1996; Van Dijk, 1985; Gamson, 1989, p. 160; Iyengar, 1991; Fishman, 1980, pp.153-154; Edelman, 1993, p. 51). Tout comme il est possible que les journalistes eux-mêmes, dans leur rôle d'audience des productions de leurs confrères, soient soumis à l'influence des cadres qui dominant dans la presse en général (Fishman, 1980, p. 68; Iyengar, 1991; Gamson, 1989, p. 159) ou tout simplement parce qu'ils travaillent sur un secteur de la vie publique (*beat*) préétabli (Fishman, 1980, p. 62).

Si bien que, puisque les contraintes pratiques varient en fonction du contexte social, les journalistes de pays différents et de groupes sociaux différents ne partagent pas la même lecture d'un événement et du sens qui s'en dégage (Hanitzsch, 2007). Et on relève souvent une corrélation entre l'angle d'approche choisi par les journalistes et l'opinion générale de leurs audiences respectives (Iyengar, 1991). Le degré de corrélation serait plus ou moins important en fonction du thème qui est traité.

Dans cette optique, les recherches tendent à démontrer que le journaliste ne serait pas le détenteur d'un pouvoir absolu et discrétionnaire. Il ne serait qu'un acteur faisant partie d'un système social où le pouvoir est partagé et il ne disposerait que d'une marge de manœuvre limitée. À l'extrême, le journaliste ne disposerait d'aucun pouvoir. Il ne serait que la courroie de transmission du mode de pensée de groupes d'intérêts qui seraient, pour leur part, les véritables architectes du cadrage de l'information (Fishman, 1980, p. 145). Le rôle des journalistes consisterait alors à « tenir un miroir qui reflète à l'audience l'image des groupes d'intérêts » (Gans, 1979-2004), pp. 78-79).

Qu'il s'agisse d'un pouvoir personnel ou contextuel, la théorie du pouvoir du journaliste sur la société relève du paradigme de la « seringue hypodermique », qui suppose que les idées soient injectées des médias à leurs audiences. Ce paradigme comporte une faiblesse intrinsèque. Il présente les lecteurs comme des récepteurs passifs de l'information, malléables à souhait. Or, il s'avère que la construction des idées dans la société diverge parfois, à des degrés différents selon les cas, de l'interprétation que proposent les médias (Iyengar, 1991, p. 130). Des divergences que les sociologues expliquent par les différents modes de réception de l'information.

4.5 Le cadrage comme contexte de réception

Stuart Hall et l'école des *Cultural Studies* ont dégagé la théorie que ce n'est pas tant le contenu médiatique en tant que tel mais le contexte social dans lequel ce contenu est reçu qui déterminerait le sens qui s'en dégage (Proulx & Breton, 2006, p. 229). On constate alors des postures de réception variées: acceptation inconditionnelle du sens proposé par les médias ou opposition directe à ce sens, ou encore une acceptation nuancée par le lecteur lui-même. Des nuances qui se construisent au fil d'une démarche personnelle de recherche de compléments d'information, de discussions en société autour de l'article ou encore par un tri sélectif des informations, notamment par le biais de systèmes de filtrage technologique personnalisés, pour ne retenir que celles qui conviennent au schéma de pensée propre au lecteur (Kosicki & Beam, 2014, p. 63).

Si les nuances dans les interprétations sont multiples et personnalisées, c'est que l'individu réfléchit et construit du sens à partir de la structure cognitive qui lui est propre (Kinder & Sanders, 1990, cités par Scheufele, 1999, p. 106). Elle fonctionne à la manière d'un ordinateur qui, pour démêler le nœud de complexité des idées, relie des morceaux d'information les uns aux autres. Dans un processus où les informations nouvelles sont automatiquement reliées à des éléments déjà inscrits dans

la cognition, soit des cadres préexistants (Scheufele, 1999, p. 107). Ces cadres préexistants seraient « une commode à tiroirs dans laquelle les cadrages opèreraient comme des catégories non-hiérarchisées qui servent de gros titres dans lesquels les informations à venir seront classifiées » (McLeod *et al.*, 1987, cités par Scheufele, 1999, p107).

Aussi, l'interprétation finale du récepteur serait-elle le résultat d'une rencontre complexe et unique. Elle émanerait de l'interaction entre d'une part, les cadrages proposés par le journaliste dans sa production médiatique et, d'autre part, les cadres cognitifs préalablement inscrits dans sa mémoire. Nous pouvons alors étudier le cadrage non plus sous l'angle de l'émission ou de la réception mais sous l'angle de l'interaction.

4.6 Le cadrage comme facilitateur de l'interaction publique

Il s'agit bel et bien d'un souci de persuasion qui demeure au centre de l'interaction entre le journaliste et son lecteur et ce, malgré l'obligation de neutralité du journaliste. Van Dijk (1988, p. 83) dit des informations dans les médias qu'elles sont des actes de langage par lesquels le journaliste cherche non seulement à ce que l'information soit comprise, mais aussi qu'elle soit tenue pour vraie par le lecteur. Pour aboutir à cet échange réussi, le journaliste mettrait en forme son contexte, et établirait les repères symboliques sur lesquels s'appuieront l'interaction entre le journaliste et son audience.

Que cette conception du public soit personnelle, intuitive ou formellement décrite par les directions marketing à la tête des groupes de médias, l'idée que le journaliste se fait de son lecteur rejoint le concept de *lector in fabula* que propose Umberto Eco (1979). Dans le domaine de la littérature, Eco décrit le contexte de production culturelle au sens large. Il conçoit un texte comme une production pragmatique par

laquelle l'auteur entre en relation avec un lecteur imaginé, le *lector in fabula*. Le *lector in fabula* est un lecteur modèle qui n'est pas passif. Eco estime qu'il est capable de collaborer à l'actualisation du texte. L'interprétation qu'il développe à partir du texte s'appuie sur des « mondes possibles », sur son « encyclopédie culturelle ». Des idées, des situations qu'il connaît, comprend, qui lui sont familières. Pour entraîner le lecteur au-delà de ses limites cognitives, Eco estime qu'il appartient à l'auteur de créer un nouvel espace de possibilités, de construire des mondes possibles.

4.7 Les modifications des cadres d'interprétations

Comment construit-on des mondes possibles? Si, dans le court terme, on peut imaginer les cadres d'interprétations comme des données rigides, on sait que les sociétés changent, que les frontières du possible évoluent. Van Dijk (1988) décrit l'ouverture à des concepts nouveaux comme un processus de compréhension et d'acceptation du discours complexe par lequel se juxtaposent des concepts connus et des idées nouvelles. Il suggère que tout discours nouveau devrait, dans un premier temps, prendre ancrage dans des repères connus. Aussi est-il nécessaire que le journaliste construise son texte autour d'une proposition première (macrostructure) qui établisse « un recours, si ce n'est une cohérence minimale avec les connaissances et les croyances que nous avons déjà » (Van Dijk, 1988, p. 83). Pour ensuite faire évoluer le raisonnement vers des éléments nouveaux. Si ces conditions sont réunies, l'individu procéderait alors à « une de contextualisation et une abstraction des modèles pour permettre la formation de nouvelles connaissances et croyances » (Van Dijk, 1988, p. 107).

Outre cette confrontation entre le connu et la nouveauté, le contexte jouerait également sur la capacité de l'individu à infléchir son mode de pensée. « Il faut à l'individu une bonne raison ou des éléments de preuve pour mettre de côté ses

croyances fondamentales construites sur des années de compréhension, d'expériences et d'actions » (Van Dijk, 1988, p. 83)

C'est ainsi que le journaliste créerait les conditions nécessaires à l'acceptation de la valeur d'une proposition nouvelle. Construisant ainsi de nouveaux cadres cognitifs qui deviendront à leur tour des cadres figés, servant de repères à l'interprétation des discours futurs.

Si la théorie du cadrage nous ouvre une approche analytique sur la forme du discours, elle nous révèle cependant peu sur l'absence de discours. Or, en ce qui se rapporte au thème des limites à la croissance, son absence manifeste du champ de la presse économique nous interpelle. Quelles sont les forces sociales et cognitives à l'œuvre menant à l'exclusion d'un thème d'un champ discursif auquel il appartient pourtant?

4.8 L'exclusion du discours

À ce chapitre, c'est l'œuvre de Foucault (1970) qui apporte un éclairage sur les mécanismes d'exclusion. « Le discours, en apparence, a beau être bien peu de chose, les interdits qui le frappent révèlent très tôt, très vite, son lien avec le désir et avec le pouvoir. » Ce qui mène à élargir la recherche au-delà du discours lui-même pour s'intéresser au « système d'exclusion » dans lequel il se construit, en lien avec l'exercice du pouvoir.

Pour Foucault, le système est un contexte bien rodé. Il fonctionne au moyen des procédures de contrôle institutionnellement établies, soit d'une « police discursive » qui délimite le champ du possible dans le discours. Une police qu'on peut identifier aux rites préparatoires et exécutifs autour du discours, à la place du commentaire dans le discours, au poids de l'auteur dans la légitimité du discours et au champ disciplinaire dans lequel le discours trouve sa place.

Ce système s'articulerait sur les interdits historiquement constitués. L'interdit, dans l'univers foucauldien, s'apparente à une idée qui dérange. Ce facteur dérangeant la condamne à être reléguée à l'ordre de la folie, à perdre de sa légitimité, à s'effacer du discours dominant.

Si dans une logique de recherche de pouvoir, Foucault s'attache aux systèmes, il ne manque pas de préciser qu'il faut analyser ces systèmes à l'aune du contexte dans lequel ils évoluent. C'est ce qu'il appellera l'axe généalogique de l'analyse. Prenant l'exemple du discours sur les richesses aux XVI^e et XVII^e siècle, il définit ce contexte comme:

Des ensembles d'énoncés fort hétérogènes, formulés par les riches et les pauvres, les savants et les ignorants, les protestants ou les catholiques, les officiers royaux, les commerçants ou les moralistes. Chacun a sa forme de régularité, ses systèmes également de contrainte. Aucun d'entre eux ne préfigure exactement cette autre forme de régularité discursive qui prendra l'allure d'une discipline et qui s'appellera 'analyse des richesses', puis 'économie politique'. C'est pourtant à partir d'eux qu'une nouvelle régularité s'est formée, reprenant ou excluant, justifiant ou écartant tels ou tels de leurs énoncés (<http://libertaire.free.fr/Foucault64.html>).

De cette logique de lutte de pouvoir, Foucault propose alors une méthodologie d'analyse du discours construite sur deux axes : l'axe 'critique' qui vise à identifier les systèmes d'enveloppement du discours et l'axe 'généalogique' qui s'attache au contexte historique et aux séries d'autres discours dans lesquels s'inscrivent l'étude.

Nous pensons maintenant avoir cerné la complexité de l'approche de cadrage du discours médiatique dans sa pluralité et sa complexité. Nous sommes ainsi en mesure de réfléchir aux dimensions épistémologique, stratégique et méthodologique de la recherche.

5. POSTURE ÉPISTÉMOLOGIQUE ET RECHERCHE

Nous présenterons maintenant la posture épistémologique et la stratégie de recherche adoptée.

5.1 Posture épistémologique

Notre exploration de la pratique professionnelle des journalistes s'inscrit dans une logique constructiviste psycho-socio-pragmatique.

Nous adoptons une approche constructiviste qui suppose que la réalité telle que nous la percevons est une construction sociale. Cette approche s'applique en particulier à la discipline des sciences économiques qui s'appuie peu sur des faits vérifiables par l'observation et le témoignage, mais sur des chiffres. Et ces chiffres émanent de compilations statistiques visant à donner une certaine image synthétique de concepts abstraits. Or, les mêmes chiffres et les mêmes concepts donnent souvent lieu à des interprétations diverses et divergentes. Ces interprétations font l'objet de débats dont les médias se font le relai. Ce qui fait que le discours économique dans les médias est en fait un discours qui s'appuie sur un autre discours : celui des économistes.

Nous ajouterons à cette approche constructiviste une dimension pragmatique. Nous retiendrons dans un premier temps la définition du pragmatisme du dictionnaire Larousse : « Doctrine qui prend pour critère de vérité le fait de fonctionner réellement, de réussir pratiquement ; Attitude de quelqu'un qui s'adapte à toute situation, qui est orienté vers l'action pratique. » Cette orientation vers l'action implique que l'on tienne compte de l'intentionnalité de celui qui énonce une proposition, ainsi que du contexte d'énonciation dans l'interprétation d'une proposition et de la relation logique entre deux propositions (Nadeau, 1999).

Enfin, nous l'intégrerons dans une approche psycho-sociale qui répond à la nature multidisciplinaire de la problématique de recherche sur la construction et la réception médiatiques (Courbet, Fouquet et Chabrol, 2006). Elle s'appuie sur une conception théorique du dispositif et du discours médiatique en tant que lieu de médiation. Et elle aborde l'étude sous l'angle de ces trois pôles disciplinaires et de leur interaction contextualisée (Courbet, Fouquet et Chabrol, 2006).

Cette définition nous paraît correspondre le mieux à la compréhension d'un environnement professionnel dans lequel les journalistes et la société construisent ensemble une vision du monde.

5.2 Stratégie de recherche

Notre recherche s'intéresse à la construction du discours, soit un processus qui pourrait mener tant à un cadrage spécifique qu'à l'exclusion de la thématique du discours dominant. Il s'agit d'un processus dynamique qui implique de décrire le comportement du journaliste dans son contexte professionnel. Or, nous avons vu lors de la phase exploratoire de cette recherche que l'absence de discours est souvent involontaire, inexplicite, inconsciente. Ce qui nous a mené à penser que les critères menant aux choix rédactionnels seraient difficilement interprétables au biais de méthodologies émanant des théories cognitives conscientes (entretien semi-dirigé, questionnement direct). Or, « si l'on considère que le sujet social communiquant comme ayant un inconscient, la réception doit être étudiée par les méthodes qui ont accès aux processus non-conscients » (Courbet, Courbet-Fouquet et Chabrol, 2006, p. 172).

Nous avons donc cherché une méthodologie qualitative qui soit adaptée au contexte de la recherche. Dans notre cas, le contexte se définit par une situation de la vie

professionnelle dans laquelle le journaliste reçoit l'information de ses sources, l'interprète par ses propres repères cognitifs et décide d'en faire un papier sous une forme spécifique. On peut aussi définir ce contexte comme la rencontre entre, d'une part la réception d'une information, dans ses dimensions consciente et inconsciente et, d'autre part, une prise de décision menant à un comportement spécifique.

5.3 Méthodologie de recherche

Le contexte réception-interprétation-décision a été le plus souvent étudié dans le cadre de la recherche en marketing. C'est donc du domaine de la communication marketing que nous avons trouvé la méthodologie jugée la plus adaptée à notre recherche. Il s'agit de la méthodologie de l'enquête expérientielle.

L'enquête expérientielle représente un développement récent des enquêtes qualitatives. Elle repose sur une méthodologie inductive basée sur une exploration pratique, intuitive et créative d'une situation (Mills, 1973, cité par Andreani et Conchon, 2002).

Dans une démarche exploratoire et inductive, cette méthodologie qualitative hybride associe les techniques d'entretiens indirects et les méthodes d'observation ethnographiques. Le mélange d'observations et d'entretiens permet de palier aux insuffisances des unes et des autres.

Dans la perspective « interprétative », l'enquête expérientielle étudie les réactions immédiates après expérience, les réactions sensorielles, et les impressions sommaires. Elle approfondit le souvenir des premières réactions et l'implication initiale dans le produit. Elle examine non seulement les motivations individuelles, mais aussi les symboles que les marques véhiculent, les mythes et les traditions auxquelles elles se réfèrent et la façon dont elles permettent de s'intégrer au groupe (Andreani et Conchon, 2002).

Dans le cas de notre recherche, nous ne prendrons pas le « produit » pour objet d'étude mais le discours. Et nous n'étudierons pas les réactions sensorielles, mais nous explorerons activement les réactions immédiates, les impressions, les symboles ou connaissances préalables auxquels se réfère le sujet, ainsi que l'implication du sujet et ses motivations personnelles.

Le schéma de cette exploration comportera des similitudes avec la méthode du récit de vie, dans une approche qui interroge, ici, un récit très spécifique, soit celui de ce moment précis de la vie qui se rapporte à « l'achat » (Andreani et Conchon, 2002, p.14).

Il (le récit d'achat) explore les éléments déclencheurs des réactions (ce qu'ils sont, les associations d'idées qu'ils génèrent, les souvenirs qu'ils déclenchent, les préférences qu'ils entraînent en termes d'attraction ou de rejet du produit). L'entretien recherche aussi dans les souvenirs la première réaction face au produit au moment du lancement, les réactions suivantes et les effets de halo qui s'en sont suivis: « les réactions initiales d'acceptation ou de rejet, le niveau d'implication, ce qui a été retenu du produit au tout début du lancement, les premières impressions, les arguments mémorisés, les aspects du produit qui ont particulièrement intéressé, les événements marquants promotionnels »).

Pour notre recherche, nous explorerons les similitudes entre le récit d'achat de consommation et le récit d'écriture journalistique, par lequel le journaliste « achète », dans le sens où il s'approprie, l'interprétation qui lui est proposée.

Nous pensons que cette approche est pertinente dans la mesure où dans toute démarche de relations publiques organisées (communiqué de presse, colloque), émane d'un souhait implicite de la part de l'émetteur/organisateur que le journaliste s'approprie son interprétation d'un phénomène et la transmette (la « vende ») auprès de son audience. Cette similitude entre l'achat de consommation et l'appropriation d'une idée a d'ailleurs été transposée dans le langage courant. Ainsi, l'expression

anglophone « *buying into* » reprise par les Québécois sous la forme de « j'achète » ou « je n'achète pas » ce discours se comprend par « je m'approprie » ou « je rejette » cette interprétation.

Par ailleurs, nous avons vu au préalable que la réception de contenu médiatique ainsi que la production était un processus où le contenu et le contexte étaient étroitement associés. C'est également une considération à laquelle répond la méthodologie de l'enquête expérientielle.

L'enquête expérientielle a par ailleurs recours à la technique d'observation par contextualisation, c'est à dire par approfondissement du contexte de l'achat, de la consommation, et du cadre de vie (règle de contextualisation de Bryman, 1988). Elle ne se limite pas à l'étude du produit et de la marque seule, et fait l'hypothèse que tout est important à observer. Selon la procédure de contextualisation, l'enquête note tous les détails d'une situation d'achat ou de consommation, ainsi que le contexte et les conditions matérielles environnantes (Andreani et Conchon, 2002, p. 10).

Ayant ainsi défini notre cadre de méthodologique, nous sommes en mesure de définir les dimensions spécifiques de notre recherche.

5.3.1 Les contextes expérientiels

Nous construirons pour cette recherche deux contextes d'expériences spécifiques :

Nous construirons un premier contexte qui rappelle au plus près l'expérience de production rédactionnelle dans les salles de rédaction de la presse dominante. Il s'agira de demander à des journalistes de médias dominants de rédiger un article à partir d'un communiqué de presse diffusé par une institution mondiale reconnue, soit le Groupement Intergouvernemental des Experts sur les évolutions du Climat (GIEC). Ce communiqué a été émis à la publication du rapport sur les changements

climatiques en mai 2014. Il évoque le lien possible entre la croissance et les changements climatiques.

Le deuxième contexte est celui de la couverture d'un colloque sur la décroissance. Le thème évoqué est alors de manière précise et non-équivoque celui du lien entre la croissance économique et l'environnement. Dans ce cas, nous demanderons aux journalistes de décrire leur pratique professionnelle dans le cadre de ce colloque.

5.3.2 Les entretiens

Nos entretiens semi-dirigés avec ces journalistes seront une manière indirecte et détournée d'interroger les interviewés et de passer leurs barrières de réponse (Andreani et Conchon, 2002).

La méthodologie expérientielle favorise une approche très peu structurée aux entretiens. L'important est d'accompagner le sujet dans son introspection sur l'expérience vécue (Holbrook et Hirschman, 2002, p. 7). Nous favoriserons donc une approche par laquelle les entretiens seront fondés sur des thèmes à explorer. La conduite de l'entretien se fera, pour sa part, de manière libre et non-coordonnée, facilitant ainsi l'exploration libre de l'objet.

Lors de ces entretiens, nous explorerons le contexte de construction de ces discours et le processus de construction de ce même discours. Nous aborderons les croyances, attitudes, raisonnements, contraintes ou rapports de force qui mènent à ces choix rédactionnels.

Notre démarche s'inscrivant dans une visée compréhensive, nous avons choisi un nombre limité de participants qui répondent aux critères suivants :

- Pratique professionnelle active dans le secteur de l'économie. Nous sélectionnerons donc en priorité des journalistes exerçant dans le secteur de l'économie et des finances ou des journalistes de presse généraliste appelés à couvrir à la fois l'économie et l'écologie.
- Diversité des profils : la problématique économie/écologie s'impose à tous les journalistes du monde entier et les solutions, si elles doivent être mises en œuvre, impliquent des politiques mondiales. De ce fait, le point de vue des journalistes du monde entier compte, notamment ceux des pays en voie de développement dont la perspective est souvent différente de celle des journalistes de pays industrialisés. Nous interrogerons tout autant des journalistes ayant une fibre écologiste que ceux qui ne s'inscrivent pas forcément dans cette ligne de pensée. Nous nous intéresserons aussi aux journalistes de médias alternatifs afin de comprendre les différents comportements et choix professionnels qui peuvent émerger dans des contextes rédactionnels différents.

En sélectionnant ainsi les participants à la recherche, nous nous assurons de la fiabilité, puisque les participants sont sélectionnés selon des critères variés et peuvent partager ou ne pas partager l'idéologie du chercheur. Par la diversité des contextes de recherche, nous nous assurons aussi de sa transférabilité de la recherche.

Afin de permettre l'expression libre et authentique, nous nous attèlerons à créer les conditions de confidentialité nécessaires ainsi qu'à organiser l'entretien dans un cadre convivial et sécuritaire. Les entretiens seront enregistrés sur un magnétophone pour permettre une reconstitution fidèle des récits et pour faciliter le processus d'analyse.

Ces procédures nous permettent de poser les critères qui assurent la crédibilité de la recherche.

5.4 Crédibilité de la recherche

La crédibilité de cette présente recherche s'appuie sur les critères de pertinence, de validité et de fiabilité.

Nous pensons que cette recherche est pertinente dans la mesure où elle pose un regard nouveau sur un comportement récurrent de traitement de l'information selon certains modèles, qui s'écarte de l'idéal professionnel de neutralité objective du journaliste.

Nous avons établi la pertinence de cette recherche en démontrant que la problématique répondait à un paradoxe professionnel non-résolu. Soit le fait de traiter une thématique avec des cadrages restrictifs, alors que le journaliste professionnel s'engage à maintenir une distance objective des thèmes traités, ce qui dégage un certain inconfort chez les journalistes.

Nous avons vu également que ce type de problématique incluant les facteurs de réception de l'information et de reconstruction de cette information par le journaliste a déjà fait l'objet de recherches en sciences de l'information et de la communication. Celles-ci ont abouti à la construction d'un cadre conceptuel du cadrage médiatique. Notre recherche s'inscrit dans ce cadre conceptuel. La méthodologie choisie répond au plus près au caractère multidisciplinaire de ce cadre conceptuel. Nous pensons que l'alignement de la méthodologie et du cadre conceptuel permet d'assurer la validité de cette présente recherche. Nous avons aussi tenté d'appuyer cette validité par la diversité des sujets interrogés, tous inscrits dans une pratique professionnelle courante et émanant de milieux géographiques, politiques et idéologiques différents. La validité se limite toutefois aux contextes très spécifiques de la recherche, c'est-à-

dire le traitement de communiqués de presse très précis et la couverture d'un colloque très précis.

La fiabilité de notre recherche repose sur l'indépendance du chercheur vis-à-vis des sujets à être explorés. En ce qui concerne la couverture du colloque, les journalistes interrogés ont été choisis en fonction de leur disponibilité à répondre aux questions dans les limites du temps et du lieu de la conférence. En ce qu'il s'agit des journalistes appelés à discuter des communiqués, ils ont été choisis dans des réseaux relationnels autant directs qu'indirects du chercheur. Si bien qu'ils comptent autant de contacts personnels que de sujets qui lui ont été présentés par personnes interposées.

L'intérêt de la présente recherche est qu'elle répond à un paradoxe professionnel qui est d'actualité au XXI^e siècle. Elle met en exergue les limites de la pratique professionnelle face à la complexité des idées dans la société. Et elle apportera aux journalistes des pistes de réflexion intéressantes, afin de leur permettre de transformer des comportements inconscients en choix conscients; qui les rapprochera des idéaux professionnels auxquels ils s'engagent en choisissant ce métier.

6. L'EXPÉRIENCE

6.1 Base de l'expérience

Pour établir le contexte dans lequel nous voulions aller explorer les pratiques journalistiques, nous avons mis en place une expérience de rédaction qui nous a permis d'explorer l'absence de discours ou un traitement spécifique et récurrent du discours.

Puisque nous avons voulu que ce contexte se rapproche le plus de l'expérience possible en milieu journalistique, nous avons choisi une situation qui se présente quotidiennement aux journalistes de toutes les salles de nouvelles : rédiger une information à partir d'un communiqué de presse. Pour s'assurer de la crédibilité de la situation, nous avons choisi un communiqué de presse qui a été effectivement émis et distribué aux journalistes du monde entier. Notre choix s'est donc porté sur un communiqué de presse du GIEC en avril 2014 à l'issue de la publication du rapport sur les changements climatiques. Ce rapport servant de base de négociation en vue de la conférence internationale sur le climat à Paris en 2015 (COP21). Ce premier communiqué contient des informations qui peuvent permettre au journaliste d'établir un lien entre la croissance économique et l'environnement.

En choisissant ce communiqué de presse, nous avons également tenté de reconstituer au plus proche le processus de construction de sens qui se fait en amont du travail journalistique. En effet, dans le domaine des sciences économiques, il existe peu de faits « durs », soit des événements précis et concrets sur lesquels se baser. Ainsi, si l'on peut parler de faits en termes de catastrophes naturelles par exemple, qui peuvent être illustrés par des images de dégâts réels, une succession d'événements précis, les phénomènes économiques se traduisent avant tout par des publications de chiffres. Lesquels chiffres sont des agrégats construits sur des méthodologies statistiques et

économétriques complexes, sensés apporter une synthèse de toutes les activités de nature économique de populations très larges, voire de la planète. Ces chiffres sont donc, en eux-mêmes, le résultat d'une construction sociale qui donne lieu à des interprétations diverses, les nombreux experts se contredisant souvent, notamment en matière de prévisions. Il nous a apparu important de décrire le processus de construction sociale qui a mené au texte choisi sur lesquels les journalistes ont été appelés à exercer leur jugement professionnel.

Notre recherche nous a permis de découvrir quelques facettes de ce processus à partir d'un article du magazine *The Economist*.

6.2 La construction de l'information par l'émetteur du communiqué

Le communiqué est le résultat d'un travail en trois étapes :

Dans un premier temps, le GIEC s'est attelé à la rédaction d'un rapport technique au niveau du GIEC, lequel rapport contient plusieurs milliers de pages. Plusieurs centaines d'experts y débattent des changements climatiques. Il s'agit d'un rapport scientifique écrit dans le contexte de la recherche et des normes de rigueur qui s'y attachent assurant la validité et la fiabilité de la recherche. Le volet économique de cette problématique environnementale y est relativement nouveau. Il gagne en importance à chacune des rencontres du GIEC.

La deuxième étape est la rédaction d'un résumé exécutif de ce rapport à l'intention des décideurs de la sphère politique. À cette étape, les chercheurs ne sont plus les seuls à décider du contenu du résumé. Ils ont pour mandat de négocier le contenu avec les représentants des gouvernements, de trouver un consensus sur la version finale de ce rapport exécutif. Dans ce processus, les chercheurs sont dans l'obligation de négocier le sens de la recherche en fonction de critères pas exclusivement

scientifiques, mais aussi en fonction de la nécessité de composer avec les intérêts politiques divergents et/ou rapports de forces entre les États.

Pour ce faire, le GIEC a établi une procédure de rédaction fonctionnelle qui se déroule de la manière suivante :

The controversy is generated at the last minute, when the authors (scientists and academics) meet government officials to produce a summary of 30 or so pages... The authors write a draft summary. Each sentence of the draft is projected onto a big screen in a giant hall. Officials then propose changes to the text; authors decide whether the changes are justified according to the full thousand-page report. Eventually a consensus is supposed to be reached, the sentence is approved or rejected, and the chairman bangs a gavel and moves on to the next sentence [...]

Cette procédure, qui a pour but de construire ensemble du sens pour la communauté internationale, est controversable. *The Economist* du 12 mai 2014² cite les critiques d'un des experts qui a contribué à la rédaction du rapport initial, Robert Stavins, professeur à l'Université de Harvard aux États-Unis.

Any text that was considered inconsistent with their interests and positions in multilateral negotiations was treated as unacceptable. It was not necessary that they should all find something objectionable. The requirement of unanimity meant one country was enough. Three-quarters of his original draft was rejected and what remains is a list of disconnected facts, not a guide to the state of knowledge.

Si le consensus se dégage phrase par phrase, le processus diplomatique au sein du GIEC ne comprend pas d'étapes pour s'assurer de la cohérence de l'ensemble.

En troisième lieu, alors que le communiqué de presse se veut une synthèse du résumé exécutif ainsi produit, nous n'avons pas d'information sur la procédure exacte menant à cette rédaction et les influences qui ont contribué à façonner sa forme finale. En

² <http://www.economist.com/news/science-and-technology/21601813-scientists-versus-diplomats-intergovernmental-panel-climate>

revanche, nous comprenons que cette nécessité d'obtenir, par la voie diplomatique, un consensus au niveau du résumé exécutif peut expliquer les vices de forme du communiqué. Elles peuvent aussi expliquer les contraintes qui ont pu peser sur ses rédacteurs et, par conséquent, la difficulté des lecteurs à en dégager autant le sens général que les subtilités derrière les tournures de phrase portant sur des informations plus spécifiquement économiques et techniques.

Nous observons néanmoins que la forme du communiqué répond à la structure de rédaction des communiqués de presse classiques. Il comprend donc un choix technique de cadrage dans l'écriture, soit une interprétation préalable de la nature de l'information. Il est élaboré sur la trame d'une macrostructure que nous tenterons de séparer en éléments de contexte et de texte.

Le contexte choisi est clairement celui de la recherche scientifique en climatologie. Si la recherche en économie fait partie du débat, elle n'est pas mise en exergue, suggérant ainsi que le volet économique n'est pas le centre du débat.

Au niveau du texte, nous observons que, dans leur choix de titre, les auteurs soulignent un sentiment d'urgence d'agir. C'est cette urgence qui se déclinera plus tard dans des choix de solutions, qui sont présentés comme des choix en priorités techniques (énergie, transport, recherche, etc.) et non comme des choix de politique économique ou des choix de société. On retrouve donc au niveau de ce communiqué les signes d'une idéologie dominante qui suppose que la réponse aux changements climatiques passe par la technique, avant de passer par l'économie politique ou des changements de modèles de société.

En outre, les liens entre ces choix techniques et les indicateurs économiques sont établis de manière très floue. Ils interviennent très tard dans le communiqué, ce qui

implique que les auteurs induisent qu'il s'agit d'une importance de second degré. Puis, la formulation du lien est si équivoque que peu de lecteurs s'y retrouvent.

6.3 Processus de construction de texte

Nous avons vu précédemment que la construction de sens est un procédé systémique, qui se passe par étapes et en boucle. C'est un procédé dans lequel participent plusieurs intervenants de la société : de l'émetteur premier au récepteur en passant le journaliste et son équipe de travail pour revenir à la société.

6.3.1 Lecture générale du communiqué

La première forme de transformation biaisée de l'information intervient lorsque le journaliste opère un tri dans la masse d'information à véhiculer pour ne retenir que ce qu'il estime essentiel et pertinent. C'est à ce stade que se pose de manière cruciale le risque d'exclusion du discours. En effet, le mécanisme même de synthèse suppose un exercice volontaire de rétention et d'exclusion.

Les premiers commentaires des journalistes ont porté sur la qualité intrinsèque du communiqué. Dans ce cas, ce communiqué était jugé « mauvais » à plusieurs registres. Les journalistes étaient unanimes à dire que le communiqué n'était « pas clair », « pas concret ». Le texte qu'ils avaient été invités à décortiquer comprenait, disent-ils, des « formules vides », des « généralités ».

Leurs attentes en matière de texte « concret » étaient de trouver « les gestes concrets à poser » pour sortir de l'impasse des changements climatiques. Les solutions présentées restaient trop générales. Brossant trop large, elles étaient sans rapport avec les réalités pratiques du quotidien. Pour un autre journaliste, le communiqué

présentait des « solutions trop techniques »; la technicité étant alors un obstacle à une présentation « concrète » pour ses lecteurs. Il déplorait le fait que le communiqué ne suggérait pas « d'angle humain ou politique, quelque chose qui aurait pu faire réagir ».

À l'extrême, il y a le journaliste qui estimait que le thème était si technique, qu'il se serait attendu à un exercice de vulgarisation au préalable de la part des rédacteurs du communiqué. Or, dans ce cas, le thème était « mal vulgarisé », si bien que le journaliste se plaignait du fait que, pour bien faire son travail, « il aurait fallu que quelqu'un m'explique ».

Tous ont estimé que le communiqué était trop long. « Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas reprendre, car il y a trop de détails. » La longueur du communiqué a rendu plus ardu le processus de sélection d'informations nécessaires au choix d'un angle ou tout simplement au choix des informations qui feront partie de l'article, compte tenu des contraintes du dispositif auxquelles ils doivent se conformer. Dans ce cas précis, l'instruction qui avait été donnée était de rédiger un texte court d'environ 300 mots. Au cours des entrevues, les journalistes n'ont à aucun moment remis en cause la forme suggérée de l'article, jamais évoqué comme une contrainte à la transmission de l'information. En revanche, ils se sont plaints de la « compétence » des relationnistes chargés de rédiger des communiqués à l'intention des journalistes. Ils ont commenté sur le fait que ces relationnistes n'aient « pas compris » comment fonctionnent les journalistes et comment rédiger les communiqués en fonction des besoins de ces derniers.

Les journalistes ont aussi évoqué la contrainte de temps dans laquelle ils doivent opérer. Cette contrainte de temps, disent-ils, ne leur permet pas d'aller à la recherche d'informations de clarification, de précision ou d'approfondissement. Tous ont évoqué le fait que « si », les conditions de travail étaient différentes, ils auraient souhaité avoir la possibilité de chercher des informations supplémentaires soit auprès

des émetteurs même du communiqué ou auprès d'experts qui auraient pu les guider dans la compréhension du texte, ou encore auprès de commentateurs dans le contexte d'un article plus fouillé. Or, quoique que l'exercice se passe dans le cadre d'une contrainte d'une heure, les conditions réelles de rédaction ne sont pas très éloignées de celles de l'expérience qui a été menée. Ce sont plus particulièrement les journalistes exerçant dans des environnements d'agence de presse ou de journalisme pour des médias électroniques pour qui cette contrainte se rapproche le plus de leurs conditions réelles de production de nouvelles.

C'est dans ce contexte de flou émanant d'un communiqué jugé trop long, trop technique que les journalistes ont été appelés à choisir un angle d'écriture. Ils se sont engagés donc, pour la plupart, dans la rédaction d'un article sur une information brute dont le sens, les diverses interprétations possibles et les enjeux sous-jacents leur avait échappé à des degrés différents.

Face à l'intelligibilité du langage et l'impossibilité matérielle de dénouer les nœuds de compréhension dans des délais très courts, l'exclusion du discours se justifie par des normes professionnelles. À défaut de distinguer un angle d'interprétation précis, le journaliste jonglera avec l'ambiguïté du discours pour retenir ce qui lui semble juste et exclure ce qui lui échappe.

Le journaliste s'estime tenu de rapporter des informations claires, susceptibles d'éclairer le lecteur. Or, rapporter une information non comprise ou mal comprise reviendrait à faillir à son rôle d'éclaireur. Il ne relaie donc qu'une information qu'il sait distinguer et décrire de manière précise. Par conséquent, l'information mal comprise est de facto écartée.

C'est ainsi qu'à défaut d'avoir été clairement expliquée, la logique du lien entre les actions d'ordre écologiques et les politiques économiques a échappé au discours des journalistes des médias dominants dans notre exercice.

Par ailleurs, nous relevons aussi que les commentaires sur la forme du communiqué mettent en exergue un mode relationnel ritualisé entre les journalistes, les émetteurs de communiqués et les relationnistes. Les journalistes s'attendent à ce que les rédacteurs de communiqué aient certaines compétences, notamment rédactionnelles. Ils s'attendent à des informations présentées de manière simples, qui leur soient « utiles ». Ils se lamentent de formules d' « auto-complaisance » qu'ils retrouvent souvent et qui, à leur avis, sont inutiles et n'ont pas leur place dans les communiqués de presse. Les journalistes s'attendaient à une forme de « service » de la part des émetteurs de communiqué. Ils s'attendent à ce que les émetteurs jouent un rôle « utile » dans le processus de construction de l'information, afin de leur permettre de jouer à leur tour leur rôle de journaliste.

Les journalistes se positionnent d'emblée comme des récepteurs chargés de faire de leur mieux pour remplir leur rôle professionnel avec une matière brute et peu modulable, voire finale. Peu modulable puisque la ressource temps leur fait défaut pour exercer leur rôle de recherche. Cette rigidité dans le contenu de l'information n'est pas voulue mais subie. Elle s'impose dans un contexte de rareté de temps et de ressources.

6.3.2 Choix des mots

6.3.2.1 Le surtitre

Le choix d'un surtitre reflète directement la compréhension du contexte général dans lequel se situe la lecture de l'article. Il donne donc la première clé d'interprétation et

de construction de sens. Nous constatons que les surtitres « gaz à effet de serre » ou « changements climatiques » ou « réchauffement climatique » ou « rapport du GIEC » ont été choisis. Certains journalistes disant que l'un aurait pu avoir utilisé un de ces termes à la place de l'autre. À leurs yeux, il ne faisait pas de doute que le contexte se situait clairement dans une ligne scientifique et technique. Aucun des journalistes n'a suggéré de surtitre de nature économique.

Ce choix était, selon les affirmations des journalistes, un choix professionnel indépendant. Il relevait de l'interprétation que les journalistes ont, eux-mêmes, fait du sens de l'information. « Je voyais cela comme le grand thème au-dessus du texte ».

Mais, pour certains, il s'inscrivait aussi dans une volonté de rester dans un cadre prédéterminé. « J'ai gardé la même ligne que le communiqué de presse, la nouvelle est ce que eux mettent de l'avant. » La possibilité de s'éloigner de cette ligne directrice imposée par le texte sous leurs yeux étant jugée comme un écart à une certaine déontologie professionnelle, à une prise de liberté qui ne leur est pas autorisée.

6.3.2.2 Le titre

Le titre, avec la marge de manœuvre qu'il propose, est le lieu privilégié pour aller au-delà du contexte et pour suggérer une interprétation de sens qui se dégage de ce contexte.

Au niveau du titre, c'est encore l'aspect climatologique et technique qui l'a emporté sur le volet économique pour trois des quatre journalistes qui ont titré:

- « Augmentation « sans précédent » »
- « En mode solution »
- « Des efforts de réduction insuffisants »

On constate une volonté de véhiculer une interprétation alarmiste sur les conséquences des changements climatiques. « C'est exponentiel, c'est ce qu'ils veulent dire ». Et de choisir de présenter des conséquences sous la forme de catastrophes naturelles et climatologiques. Les journalistes ont choisi cette interprétation spontanément. Ils disent que c'est dans leur expérience le sens premier qui se dégage du texte. Un sens choisi d'autant plus rapidement que, compte tenu de l'abondance d'informations complexes et parfois incomprises, c'est celui qui leur paraît le plus simple. Le plus sécuritaire. Le sens que le public est susceptible de comprendre rapidement. À la question de savoir s'ils auraient pu choisir un autre sens, les journalistes répondent que la complexité du communiqué les oblige à opérer des choix rédactionnels. Or, dans ce cas, la sécurité provient de deux facteurs. Dans un premier temps, c'est une interprétation qui leur paraît logique personnellement et qui paraîtra aussi logique à leurs lecteurs. Dans un deuxième temps, cette logique étant celle de l'institution qui la promeut, il n'y a pas de risque de s'exposer à une accusation de subjectivité dans l'interprétation et le reportage.

Mais le choix de l'alarmisme relève aussi de critères d'efficacité rédactionnelle pour les journalistes. C'est une interprétation qui leur permet d'attirer l'attention de leurs lecteurs et de mener à un article qui sera lu. En ce sens l'alarmisme s'est révélé un choix par défaut, puisque le reste de l'information du communiqué ne présentait pas de matière susceptible de plaire au lecteur : « C'est la seule chose qui ait du punch! »

Seul le journaliste dont le média était de nature financière s'est autorisé à s'écarter de cette interprétation alarmiste pour choisir un angle économique en titre. Après avoir choisi pour surtitre les changements climatiques, il a choisi de titrer : « Croissance réduite à 0,06% »

Il explique sa démarche par sa volonté de titiller l'intérêt de ses lecteurs pour qui la climatologie n'est pas un souci direct; du moins n'est pas ce qui les mène à lire sa

publication en particulier. Le choix de titrer sur le développement économique s'inscrit dans une volonté de sélectionner dans l'information proposée ce qui « a le plus d'avantages » pour les lecteurs, soit l'information qui leur sera le plus utile dans leur métier de conseiller financier. C'est donc l'utilité de l'information qui prime sur la nature première de l'information entre ses mains qui a orienté ce choix de traitement de l'information.

6.3.2.3 La citation

Deux des quatre journalistes ont choisi des citations qui reflètent des messages directement attribués au coprésident du groupe de travail III chargé d'évaluer les possibilités d'atténuer les changements climatiques, Ottmar Edenhofer : « la science nous transmet un message clair. Nous devons abandonner le statu quo pour éviter toute interface dangereuse avec le système climatique. » Ou encore la même personne citée pour avoir dit : « une coopération mondiale est essentielle ».

Deux autres ont choisi de citer le communiqué en tant que tel plutôt qu'une personne spécifique et de mettre l'accent sur les chiffres :

- « Pour avoir une chance, il faudra réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 40% à 70% par rapport à 2010 ».
- « Des mesures ambitieuses d'atténuation réduiraient cette croissance à environ 0,06 % par an. Toutefois, les chiffres correspondants ne tiennent pas compte des avantages économiques d'une atténuation des changements climatiques. »

Là encore, le choix s'est opéré dans un contexte d'abondance d'informations parfois incomprises ou incompréhensibles dans le délai imparti. Dès lors, les journalistes ont porté leur choix sur ce qui leur est le plus utile : « C'est la seule citation qui aille droit au but. Il y a un message clair et dangereux dedans. » Le caractère dangereux de la situation contient aussi un attrait. C'est ce qui donne du « punch » au texte.

Plus loin, les journalistes expliquent que le choix d'une citation s'appuie souvent sur leur désir de se détacher personnellement du sens général qui se dégage de l'article. En mettant des mots et des chiffres dans la bouche d'un expert ou d'une institution, ils estiment qu'ils indiquent ainsi à leurs lecteurs que ces propos n'engagent que cette personne et pas eux personnellement. « Quand je choisis une citation, je dis que ce n'est pas moi qui dit ça ». A contrario, un autre journaliste avouera que choisir une citation est, à l'inverse, une façon de donner une interprétation qu'il ne se risquerait pas à donner lui-même. La mettre dans la bouche d'un autre est un moyen de véhiculer une idée qu'il lui est trop dangereux de s'approprier, mais qu'il peut indirectement contribuer à propager par le biais d'une personne tierce. Dans le cas de cet exercice, le choix de « l'abandon du statu quo » représentait un appel à l'action trop « subjectif » pour émaner de journalistes qui se veulent neutres, mais ayant suffisamment de « punch » pour être utilisé dans la bouche d'une personne tierce.

Enfin la citation choisie est celle susceptible d'être la mieux reçue de leurs lecteurs. Ainsi, celui qui a choisi de dire que les effets positifs des changements climatiques ne sont pas pris en compte estime que cela pourrait « rassurer » ses lecteurs par rapport à une interprétation qu'il estime lui-même trop alarmiste.

6.3.2.4 L'information de nature économique

L'information de nature économique est présentée en page 2 du communiqué, dans un paragraphe qui établit un lien direct entre les problématiques climatologique et économique. Le libellé est le suivant :

Les évaluations du coût économique de l'atténuation sont très variables. Dans les scénarios ne prévoyant aucun changement, la consommation croît de 1,6% à 3% par an. Des mesures ambitieuses d'atténuation réduiraient cette croissance à environ 0,06% par an. Toutefois, les chiffres correspondants ne

tiennent pas compte des avantages économiques d'une atténuation des changements climatiques.

Trois des quatre journalistes interrogés n'ont tout simplement pas fait usage de l'information citée dans ce paragraphe dans la rédaction de leur article. C'est lors de la discussion qui a suivi l'exercice de rédaction que nous avons porté leur attention sur ce paragraphe et nous leur avons demandé de nous dire ce qu'ils comprenaient par ce qu'ils lisaient.

À ce stade de l'expérience, le fait même d'attirer leur attention sur cette partie du texte a généré un certain embarras. Tout se passait comme si le chercheur disposait d'un savoir important qui échappait aux journalistes et qu'ils « auraient du » avoir acquis. Cela a mené à des réponses de justification.

Un des journalistes explique que « je n'en ai pas parlé parce que je n'ai rien compris. C'est peut-être pour cela. » Un autre dira que : « je n'ai pas compris grand-chose. Je trouve cela flou. C'est pour cela que je n'en ai pas parlé. » Pour un autre, « Je ne l'ai pas mentionné parce que je me dépêchais un peu... »

Nous avons tenté de surmonter le biais que pouvait introduire cet embarras en suggérant que dans le cadre de cette expérience il n'y avait « pas de mauvaise réponse ». Les explications qui s'en sont suivies ont été plus explicites.

Certains expliquent le fait de ne pas en avoir tenu compte en raison de la qualité intrinsèque de l'information : « Même en le relisant, je ne sais pas si c'est concret tout ça. » Et d'ajouter que « j'aurais pu écrire dessus si le communiqué en parlait mieux. »

Certains justifient aussi leur choix d'éliminer cette information par une interprétation de sens : « Ce paragraphe est moins fondé que les autres. Il ne tient pas compte des

avantages des changements climatiques, c'est-à-dire des avantages économiques à limiter les catastrophes naturelles. » Ils en sont arrivés à questionner la crédibilité de l'interprétation proposée: « On ne parle pas des bénéfiques, comme si ce n'était pas important ». Et de regretter que le communiqué ne fasse pas mention du concept de « croissance verte ».

Seul le journaliste spécialisé en finances y aura trouvé matière à écriture. Son interprétation était que la croissance serait réduite : « 0,06%, c'est énorme. L'impact financier est énorme. On ne va pas pouvoir vivre comme cela bien longtemps. On va finir par payer la note. » Cet aspect « énorme » est ce qui lui a donné l'accroche « punch » nécessaire pour justifier de construire un titre qui s'écarte de l'angle climatologique qu'ont choisi ses confrères.

6.4 Conclusion générale de l'expérience

Cette expérience nous révèle que la contrainte de temps est un facteur décisif qui influence le produit fini rédactionnel des journalistes. Ce facteur est, par lui-même, susceptible d'influencer l'interprétation dans la mesure où il prive les journalistes des ressources pour l'élargissement de la recherche et de l'analyse nécessaire à un reportage équilibré.

Par ailleurs, dans un contexte de difficulté technique élevée, les journalistes optent pour les choix rédactionnels sécuritaires. Cela les a mené à s'aligner spontanément sur les choix de cadrage préalablement établis par les émetteurs d'information et ce, même si ils se trouvent à questionner la crédibilité de ces choix. Des choix qui s'imposent avec d'autant plus de force que les émetteurs ont un poids politique, social et une expertise reconnue. Les textes s'alignent donc presque systématiquement sur la structure du communiqué, notamment en ce qui s'agit du choix de surtitre (contexte), titre et de citation.

La décision de s'écarter de l'interprétation première est un choix risqué que seul le journaliste qui s'appuie sur une expertise plus technique peut se permettre d'opérer. Tout en se protégeant contre le risque de subjectivité au moyen de citations.

Nous relevons aussi que le lien possible entre l'économie et la climatologie leur a aussi échappé. Et ce, en grande partie parce que le communiqué lui-même ne l'établissait pas de manière claire. Seuls les journalistes spécialisés sont en mesure de démêler les ficelles du communiqué pour aller chercher dans un texte volumineux et technique des clés d'interprétation différentes de celles qui s'imposent le plus rapidement, facilement et de manière sécuritaire.

Enfin, aucun des journalistes n'a évoqué les négociations politiques qui ont mené à la rédaction du communiqué. Il s'agit d'un élément de contexte qui n'était pas inscrit dans le communiqué mais qui aurait pu faire partie de la culture générale des journalistes et de ce fait être évoqué. Or, il semblerait que le caractère négocié ou politique de la construction de sens n'ait pas été perçu par ces journalistes.

7. CROYANCES, CONNAISSANCES ET VALEURS DES JOURNALISTES DES MÉDIAS DOMINANTS

7.1 Croyances, connaissances et valeurs sur le thème de l'information

Après avoir procédé à l'expérience de rédaction, nous nous sommes attelés à explorer les croyances et connaissances associées à la thématique de la croissance. Nous avons analysé tous les aspects, notamment la croissance elle-même, les limites possibles à la croissance, l'arrêt de la croissance et enfin, la décroissance.

Si pour les besoins de cette étude, nous tenterons de décomposer les témoignages par thèmes, il s'avère cependant que ces concepts sont tous liés et que, dans la structure de réflexion des journalistes, la décomposition n'est pas aussi nette. Ils passent d'un à l'autre sans transition et parfois avec des contradictions qui se chevauchent dans la réflexion. Par ailleurs, les perceptions entretenues sur le thème de la croissance sont tout autant des perceptions dont on peut dire qu'elles sont préconstruites dans les connaissances des journalistes et qu'elles se construisent au fil de l'entretien. Si certaines réactions ont été directes et décisives, d'autres se sont construites au cours de la réflexion qui a fait suite à l'exercice de rédaction. On peut dire que l'exercice de rédaction lui-même a provoqué en partie une prise de conscience qui a emmené les journalistes à préciser leurs idées sur des thèmes auxquels ils n'avaient pas réfléchi de manière systématique auparavant.

7.1.1 Définition de croissance

Que comprennent les journalistes précisément par le terme « croissance »?

À deux reprises, la croissance a été citée comme « l'augmentation du niveau de vie des gens, de la population », « En soi, ce n'est pas une mauvaise chose, cela permet de vivre bien ». Ou encore : « cela permet la création d'entreprises ».

Dans sa dimension technique, la croissance est peu voire, mal comprise. Certains parlent précisément d'une: « augmentation du PIB », ou expriment le terme en avouant l'incompréhension du concept : « il y a une histoire de PIB là-dedans ».

Dans une perspective plus large, les journalistes l'entrevoient aussi comme une attente de la part de la société: « Les gens ne veulent pas être pauvres. Ils veulent avoir accès à leurs besoins fondamentaux ».

Dans un des cas, face à la difficulté de cerner le concept, le journaliste s'est refusé à toute définition estimant que « c'est un concept trop subjectif pour donner sa propre définition de la croissance ».

Il est intéressant de noter que dans les réponses, aucun des journalistes n'a établi de lien entre la croissance et la consommation.

7.1.2 Les limites à la croissance

Peut-on parler de limites à la croissance? Cette question a pris de court la plupart des journalistes, à l'exception du journaliste financier qui avait été exposé au thème de la décroissance par le biais d'articles dans le journal britannique, *The Guardian*, reconnu pour sa ligne éditoriale pro-écologiste.

Si ce même journaliste exprime des propos favorables à la croissance dans ses articles pour répondre aux attentes de ses lecteurs (que nous analyserons plus loin), il est néanmoins convaincu qu'il existe effectivement des limites à la croissance. « On en vient toujours à penser qu'il ne faudrait pas dépendre de la croissance, viser la

stabilisation, faire moins d'enfants. Ce n'est pas viable de toujours croître, on ne peut pas aller au-delà des ressources, ce sont les limites. On finira par payer la note ». Une opinion que ce journaliste estime être d'ordre personnel et qu'il se garde de faire intervenir dans ses choix rédactionnels.

Pour les autres, les opinions sont plus floues, voire inexistantes. « Je ne sais pas *pantoute*, mais je pense qu'il arrive à un point où c'est exagéré. »

Une des interprétations suggérées est que les limites à la croissance se comprennent dans un contexte de compétition mondiale pour la croissance : « quand un pays gagne, l'autre perd », mais il rajoute qu' « on ne peut pas faire plus que la population non plus, on ne peut pas faire plus que ses ressources ».

Enfin, la limite à la croissance a été définie par sa durabilité. Le mot durabilité est compris comme la capacité à maintenir la croissance dans le long terme. Ce serait, pour ce journaliste, une leçon à tirer de la crise financière de 2008. Ce journaliste estime qu'une croissance forte est celle qui repose sur de bonnes bases, par opposition à l'envolée de croissance pré-crise financière qui s'est soldée par une récession.

On comprend que certains journalistes ne sont pas en mesure de distinguer la notion de « frein » à la croissance dans le discours économique dominant et les notions de limites à la croissance dans le discours des économistes-écologistes. Pour autant, le concept de limites, dans sa dimension physique et concrète, sous la forme d'une limite à un certain type d'activité, voire de suractivité, est néanmoins présent dans la pensée des journalistes.

7.1.3 La décroissance

Quant à la décroissance, ou l'arrêt de la croissance, peu de journalistes avaient des opinions déjà établies à ce sujet, à l'exception du journaliste financier pour qui le terme décroissance est « contre-intuitif pour l'être humain dans le modèle économique actuel ».

Pour les autres, le concept même de décroissance constituait une nouveauté ou était vague et éloigné de leur quotidien, si bien qu'ils ne tenaient a priori aucune opinion prédéterminée sur ce thème. Ce n'est que lors de l'entretien qu'ils ont été amenés à formuler une opinion sur le moment.

Et, dans l'ensemble, leur réaction spontanée a été marquée de connotations négatives: « Cela voudrait dire que l'économie ne va pas se faire bien, selon les critères avec lesquels on apprécie l'économie ». Ou encore, « ce serait une mauvaise nouvelle », ou « on resterait avec les mêmes technologies », « C'est sûr que pour l'emploi ce ne serait pas facile ».

Pour un autre la décroissance est à lier avec une problématique de nature plus technique qu'économique: « L'efficacité énergétique est une forme de décroissance, mais je me demande si c'est vraiment lié ».

Seul un des journalistes a déclaré envisager la décroissance sous un œil positif. Après réflexion, et après avoir évalué les conséquences sur l'emploi et sur ce que le public percevrait de mauvais dans la décroissance, ce journaliste estime qu'il est difficile de dire dans l'absolu si ce serait une bonne chose ou une mauvaise chose :

C'est difficile de comparer l'emploi avec la durabilité de la planète. J'en ai déjà entendu parler. Ça ne me dit rien, mais ça ne me fait pas peur non plus.

J'aurais confiance que les gens pourraient s'organiser, trouver des solutions collectivement et communautairement.

Ce sont des opinions qui, on le verra plus loin, restent strictement personnelles et que les journalistes s'interdisent de tenir compte dans l'exercice de leur métier. Elles entrent en conflit avec d'autres croyances et valeurs : celles sur le journalisme.

7.2 Croyances et valeurs sur le journalisme

La deuxième étape de notre entretien a été d'explorer les attitudes, croyances et perceptions par rapport aux critères purement journalistiques qui ont pu influencer directement ou indirectement l'exercice de rédaction. Nous avons exploré avec des questions ouvertes les thèmes suivants : le rôle du journaliste, la notion d'objectivité, le choix des sources journalistiques et le profil du lecteur-type.

7.2.1 Le rôle du journaliste

Les réponses des journalistes nous donnent un aperçu de la notion de rôles à deux niveaux. Le premier étant dans le contexte précis de cet exercice de rédaction, le deuxième étant plus général, brossant le rôle du journaliste dans son ensemble.

« Ma mission est le compte rendu du communiqué, je me limite au communiqué », nous expliquent les journalistes. Si tous auraient souhaité être en mesure d'élargir leur approche par une recherche plus approfondie, ils estiment que le compte rendu factuel et rapide du communiqué aurait été ce qui leur aurait été effectivement demandé dans leurs salles de nouvelles respectives. Dès lors, leur mission se révèle être pour l'essentiel un travail de vulgarisation. L'exercice de recherche demeure un idéal qu'ils auraient souhaité mettre en application si on le leur permettait, mais qui s'éloigne le plus souvent de la réalité du terrain.

« Ces temps-ci ça va tellement rapidement qu'on n'a pas le temps de faire le travail comme il faut. Il y a parfois des commandes de sujets, il ne faut pas que ça occasionne des dépenses importantes. Je fais un travail assis à mon bureau sans déplacements. »

Au-delà de ce regret, les journalistes s'appuient sur d'autres visions de leur rôle pour tenter de donner une dimension plus large à cet exercice :

- « Informer la population de manière factuelle mais intéressante pour qu'elle puisse faire des choix éclairés en société après avoir été informée par moi. »
- « Mon rôle est la vulgarisation, la neutralité. Je cherche quel est l'intérêt du public. Je trouve un équilibre entre ce qui est important et mon rôle social. »
- « Mon rôle n'est pas de leur dire quoi penser mais de montrer qu'il y a quelque chose qui se dit.... Amasser l'information, organiser, raconter d'une manière qui est digeste, consommable par un individu qui ne connaît pas le sens de l'histoire. Je suis producteur de contenu. »

Ce terme « producteur de contenu », traduit une appropriation par ce journaliste de la logique commerciale de son média. Il le justifie ainsi :

Tu apportes ton talent, c'est à dire la capacité que tu apportes à ton employeur: rendre l'incompréhension compréhensible, c'est une capacité qui est rare. Je ne suis pas une courroie de transmission mais un estomac qui digère, pour faire quelque chose, un rôle de vulgarisation.

Pour d'autres, cette logique commerciale existe mais est vécue plus difficilement, comme une définition sous-entendue de leur rôle véritable : « Je suis un peu blasé et un peu cynique. Mon rôle est probablement juste de remplir des pages que tant de monde vont lire au complet. » Ou encore, pour cet autre journaliste : « Mon rôle de journaliste est de ne pas faire de vagues, pas paraître radical pour garder ta job. »

7.2.2 Objectivité

Le souci d'objectivité est en permanence dans l'esprit des journalistes. Il l'est d'autant plus que le thème leur apparaît nouveau, difficile à comprendre ou potentiellement sujet à des prises de position radicales. Pour trois des journalistes interrogés, l'objectivité est un objectif possible à atteindre.

Pour le premier, l'objectivité consiste à se détacher de ses émotions et de ses opinions :

Je n'ai pas une haute estime de mes émotions. Ce sont les miennes. Ce n'est pas pour cela qu'il faut que je les dise sur la place publique. Je ne suis pas chroniqueur. J'aime mieux que les gens ne sachent pas ce que je pense. Ce n'est pas à propos de dire ce que j'ai à dire, car ce n'est pas à propos de moi. Si c'est moi qui parle je pense que cela n'a aucune valeur. Je ne suis pas plus spécialiste que mes lecteurs. Je n'ai pas une perception très militante du journalisme. Certains de mes collègues sont plus à cheval sur des grands principes. Je ne pense pas que dans le monde actuel on puisse se permettre des principes. C'est une perception dépassée.

Pour cet autre journaliste, l'objectivité reste possible, même s'il admet qu'il existe un biais personnel : « On pense tous qu'on est capables de mettre notre chapeau de journaliste exempt de pression. Nos opinions restent et influencent le choix de l'angle et de la personne que je vais interviewer. » Pour ce journaliste, prendre conscience de ce biais personnel permet de s'en dégager pour tendre vers l'objectivité.

Un des moyens de s'en dégager est l'usage des citations qui lui permet de poser une distance entre lui et les idées exprimées. Ou alors de connoter des informations avec des guillemets. Ce journaliste pense aussi que l'objectivité repose pour beaucoup sur la vérification des faits. Mais les pratiques réelles s'en écartent : « La vitesse de l'information incite les journalistes à piocher des deux versions, pas à les vérifier. »

Tendre vers l'objectivité est également le principe auquel se tient un autre journaliste. Il dit y parvenir par un travail de maîtrise et d'explication : « Expliciter ma démarche, expliquer d'où vient l'information, le respect de la déontologie, vérifier les faits. »

En revanche, notre dernier journaliste s'est beaucoup épanché sur la notion d'objectivité pour exprimer son malaise par rapport à ce qu'elle peut représenter dans les médias dominants :

Pour moi l'objectivité n'égal pas la neutralité recherchée en journalisme où sur une même chose on va dire telle personne propose telle chose et l'autre propose telle autre chose. Et on laisse le lecteur choisir sa réalité. Ça c'est de la neutralité, pas de l'objectivité. ...Je pense à ça tout le temps. Ça devrait être la même chose que l'objectivité scientifique. Elle revient à décrire un objet. En décrivant un objet, tu es objectif. Mais quand tu vas décrire l'objet rouge, tu vas dire qu'il est rouge, pas rouge-bleu.

Comment réconcilier sa vision de l'objectivité à sa pratique professionnelle? En se rattachant, malgré lui, à la conception plus générale de l'objectivité, celle véhiculée par les médias dominants et le secteur journalistique qui se rapproche davantage de la neutralité : « C'est un conditionnement imposé par les hautes instances propriétaires, cadres pour avoir un auditoire le plus large possible et ne s'aliéner aucun groupe. C'est le langage entretenu par la FPJQ³, le milieu en général. »

7.2.3 Sources

Puisque plusieurs journalistes nous ont dit qu'une des techniques de se dissocier de l'information qu'ils produisent est de faire parler un intervenant externe, nous avons voulu comprendre ce qui, dans ce contexte où l'écologie et l'économie se rencontrent, constituerait les caractéristiques d'une source journalistique dans les médias dominants.

³ Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec

Nous trouvons de manière unanime le choix d'un intervenant qui se présente comme un « expert » dans son domaine. Le critère d'expertise est très variable. Parfois, l'expertise est associée à l'institution qu'il représente, de préférence une institution associée au pouvoir : « Une interview de ministre ou de quelqu'un lié au gouvernement, un politicien ou un expert administratif. Si je n'ai pas le choix, ce sera un relationniste ».

« Un expert probablement, un économiste, un écologiste. »

Quelqu'un qui peut apporter de la spécialisation: « Je ne suis pas plus spécialiste que mon lecteur. Si un expert sait de quoi il parle, c'est une source crédible et l'information se vend. » Pour autant, cette spécialisation passe par un filtrage préalable : « Je ne devrais pas chercher l'extrême du spectre, je cherche une opinion plus mesurée, les extrêmes ne sont jamais bons, jamais crédibles. »

La crédibilité se mesure à l'expertise, mais aussi à la place de l'institution par rapport au pouvoir. Ainsi, « une ONG peut être fiable mais pas pour appuyer un communiqué du gouvernement. Ce serait pour une opinion ou pour autre chose, je la traiterais séparément. »

Dans d'autres cas, la source externe est un moyen d'atteindre la neutralité journalistique : « Je prendrais le temps d'écouter puis je m'obligerais à appeler quelqu'un qui me présenterait le revers de la médaille. »

Toutefois, cette recherche de neutralité et d'expertise se révèle plutôt un idéal qu'une réalité du terrain : « En pratique, je n'ai pas le temps, je prends le premier expert qui me rappelle ». Cet autre journaliste confirme : « Je suis tout le temps à la course et je dépends des sources immédiatement disponibles. »

Quant à l'idée d'interroger un expert qui parlerait de décroissance, elle semble être balayée par tous les journalistes, y compris par ceux qui tiennent pour vrai l'idée que la croissance illimitée n'est pas possible.

« Quelqu'un qui n'aurait pas peur de parler de décroissance serait perçu comme un anarchiste. En réalité, ce serait difficile de trouver un anarchiste avec une crédibilité médiatique. Dans un contexte, j'irais plutôt chercher un écologiste, ce qui serait probablement quelqu'un qui se soucierait plus d'écologie que d'économie. »

On comprend que, quelles que soient les opinions préalables des journalistes, le choix des sources répond à des critères professionnels journalistiques qui ne tiennent pas compte du débat en lui-même, mais de la reconnaissance sociale préexistante de ces experts.

7.2.4 Lecteur type

Nous avons aussi demandé aux journalistes de nous partager leurs impressions sur leurs lecteurs, dans le but de découvrir l'interlocuteur imaginaire pour lequel ils construisent leur texte et pour comprendre l'influence de ces constructions sur les choix rédactionnels.

Nous constatons que plus le média est spécialisé, ciblé vers une clientèle spécifique, plus ce lecteur imaginaire sera défini avec précision.

Dans le cas d'un journal agricole, il s'agit de : « Georges qui habite la rue X, coin X à Saint Glin-Glin les Meu-Meu. Il ne lit pas tout mon texte, il n'a pas le temps après une journée de travail. »

Ou le « conseiller financier, vieux bonnet de 55 ans, payé à la commission sur la performance de son portefeuille. »

« Des journalistes en salle de nouvelles » (journaliste œuvrant en agence de presse).

De manière plus générale, cet autre journaliste nous parle de :

Du monde qui lit vite, qui n'ont pas beaucoup de temps pour lire. Il faut qu'ils soient capables de comprendre tout de suite de quoi il s'agit. Ils préfèrent lire plusieurs petits articles plutôt qu'un grand. Je m'imagine écrire à du monde en poste de travail au bureau, des gens de la classe moyenne, travailleurs.

Ces descriptions sont parfois données directement par les directions des médias, mais elles sont le plus souvent sous-entendues et comprises par les journalistes.

Si aucune instruction précise n'est donnée par les directions des journaux par rapport à la manière d'aborder le thème des limites à la croissance pour le lectorat, les journalistes anticipent néanmoins en permanence les réactions possibles de ces lecteurs à la lecture de leurs articles. Ainsi, la nouvelle d'une perte de croissance serait « mauvaise nouvelle pour eux », ou : « dans mon journal, ça ne passerait vraiment pas », ou encore : « cela ferait des vagues, mon rôle est de ne pas faire des vagues, de plaire à une audience la plus large possible. »

Nous comprenons que la réception de l'information, ou les anticipations du journaliste par rapport à cette réception, sont très importantes dans les choix rédactionnels. Consciemment ou pas, le journaliste choisit de présenter l'information dans une forme susceptible d'être bien reçue, quelles que soient ses opinions personnelles par rapport au contenu de cette information.

8. LES MÉDIAS ALTERNATIFS

Dans notre approche aux médias alternatifs, nous avons procédé à des entrevues semi-dirigées de journalistes qui couvraient un colloque international sur le thème de la décroissance à Leipzig en septembre 2014. Ce que nous cherchons ici ne sont plus les raisons pour l'exclusion du discours, puisque la couverture elle-même témoigne de son inclusion. Mais nous cherchons à comprendre les facteurs qui influencent la construction d'un discours différent de celui qui paraît dans les médias dominants.

Nos entretiens ont ainsi porté sur les croyances et les valeurs qui les mènent à avoir une opinion favorable du discours sur la décroissance, sur les circonstances qui entourent la décision de couvrir le colloque et le contenu de leurs articles, sur les croyances et valeurs qu'ils tiennent par rapport à leur rôle en tant que journalistes et dans la société en général.

8.1 Croyances et valeurs par rapport à la croissance

Pour les journalistes des médias alternatifs la nécessité d'imposer une forme de restriction économique ne fait aucun doute. Restriction sous la forme de choix d'énergies alternatives, de freins aux projets de développement qui détruiraient l'environnement. Quoique le concept de limite à la croissance, voire de décroissance soit nouveau pour certains, d'autres réitèrent le fait que cette théorie circule dans les milieux économiques depuis les années 70 et qu'elle a été tout simplement écartée du discours. Si bien que la société a été habituée à ce que l'économie soit présentée sous une certaine forme, notamment sur le principe que la croissance soit un prérequis au bien-être matériel de la société, ou à la possibilité d'une distribution des richesses. Cela se reflète dans les contenus des médias où les journalistes choisissent de présenter l'économie avec des métaphores de compétition. « Cela distrait les gens de

ce qui se passe vraiment, de ce que l'économie est en réalité. » Aussi, évoquer la décroissance est, pour ces journalistes, un moyen de « regarder la réalité en face ».

Quel que soit le moyen par lequel ils ont développé un intérêt personnel et des connaissances à ce sujet, le thème rejoint suffisamment l'idée d'une certaine forme de restriction pour qu'ils se le soient approprié personnellement. Ils estiment que de réfléchir à des formes de limites à la croissance est une possibilité à envisager, que le thème de la décroissance est tout à fait sérieux et mérite leur attention et celle de leurs audiences.

Puisque les croyances et valeurs des organisateurs du colloque sur la décroissance rejoignent les leurs, puisque ces journalistes entretenaient parfois des liens sociaux personnels avec les organisateurs du colloque, ces journalistes ont eux-mêmes proposé à leurs rédactions de couvrir ce colloque. Il y a eu par moments un exercice d'explications à fournir, notamment pour les journalistes exerçant dans des rédactions ayant une ligne éditoriale écologiste restant dans un consensus généraliste. Toutefois, ces journalistes disent n'avoir pas rencontré d'obstacle majeur à la couverture de ce colloque.

8.2 Croyances et valeurs par rapport à la société

Un des journalistes nous dira que l'intérêt principal de ce colloque était de trouver des réponses à ce que ce modèle de décroissance peut contribuer à « changer le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui ». Il estime que le public est à la recherche d'un « concept réformateur ou révolutionnaire » et, par conséquent, que le colloque attire pour l'essentiel des personnes entretenant des convictions politiques de gauche.

Il s'agit donc d'un intérêt non pas pour la théorie économique dans sa dimension scientifique, mais plutôt dans sa dimension socio-politique et engagée. D'un intérêt pour un nouvel ordre social, qui s'appuierait sur une théorie économique différente.

Aussi, les journalistes comme les participants et organisateurs à ce colloque viennent chercher dans cette expérience un moyen, comme l'affirment les organisateurs du colloque en conférence de presse, de contrer « la constante réitération de l'expansion des formes de capitalisme et de ces mécanismes à travers le monde. »

Un des journalistes dira qu'il a le sentiment de vivre dans un monde dominé par les lobbys des « grandes entreprises, des francs-maçons, et d'autres organisations puissantes... » Sa motivation est de jouer un rôle de contre-pouvoir à ces puissances dominantes dans la société.

Ces journalistes ne sont pas tant concernés par la crainte des scénarios environnementaux apocalyptiques que par l'opportunité de changer la société de l'intérieur, de proposer un nouvel ordre social :

Le mouvement environnemental a permis de présenter des concepts intéressants sur les systèmes économiques et plusieurs communautés ont voulu vivre des expériences sociales différentes, qui avaient été perdues dans les années 90. On parle, par exemple, à nouveau des *Commons*, ces espaces publics partagés qui existaient au Moyen-âge. Il y a des choses qui se passent à la base de la société. Comme des habitants de Detroit qui, d'une ville qui se meurt, ont transformé des terrains abandonnés en jardins urbains. On parle aujourd'hui du mouvement des villes en transition. Ce sont les citoyens qui transforment leurs villes en lieux spécialement et écologiquement durables. C'est un mouvement qui part de la base vers le haut et non l'inverse. C'est très prometteur.

De manière plus intime, un autre journaliste parlera de changer le rapport de la société avec l'argent. Ce qui le motive est le « besoin de changer » et le besoin de trouver des moyens de « continuer de financer le système social sans croissance ».

Et ces croyances par rapport à la société les mènent à poser un regard critique sur les médias dominants et le rôle que ces derniers peuvent jouer dans la société.

8.3 Croyances et valeurs par rapport aux médias dominants

Les journalistes des médias alternatifs ont partagé spontanément leurs impressions sur les médias dominants. Ils entretiennent un certain nombre de critiques du fonctionnement de ces médias qui sont en opposition avec leurs valeurs personnelles, si bien qu'ils ne peuvent pas envisager d'y exercer un rôle de journaliste avec intégrité.

Pour un de ces journalistes, sa pratique journalistique s'inscrit dans le but de contrer un système social bien huilé « qui se soutient par lui-même ». Un système d'idéologie néolibérale où autant les *think tanks* que les universités sont financés par les grandes entreprises. Il s'avère alors que les représentants de ces organismes, susceptibles de véhiculer des idées essentiellement néolibérales, deviennent des sources facilement accessibles aux journalistes et aux médias. Ces derniers se restreignent alors à ce type de sources par facilité ou parce qu'ils n'ont pas le temps d'élargir leur panel de sources.

Pour lui, les médias dominants « veulent plaire à la majorité » dans une démarche purement commerciale. Et pour cela, les journalistes ne peuvent pas opérer dans des conditions qui leur permettraient d'être véritablement objectifs. Ce qui est particulièrement contraignant est le fait que les journalistes, notamment ceux de la presse papier, craignent continuellement pour leur emploi. Il estime que ce contexte de crainte de perte de revenus ne permet pas au journaliste de remplir son rôle démocratique dans la société.

Ce journaliste pense que les médias dominants jouent ainsi un rôle différent des attentes du public dans un système démocratique: « La plupart des médias vendent des clients aux entreprises plutôt que d'apporter de l'information au public. » Ils fabriqueraient de l'information qui aurait pour but de créer une audience, quelle que soit la nature de l'information, plutôt que de chercher à demeurer au plus proche l'information intrinsèque, utile au fonctionnement efficace d'une société démocratique.

Un autre journaliste estime que les médias dominants n'ont pas la volonté de « se regarder dans le miroir ». Par cela, il explique que les médias dominants n'ont pas la volonté de jeter un regard critique sur la société, pas la volonté de « comprendre » qu'il y a des limites à ce que la planète et la société peuvent contenir de croissance. Mais aussi pas de limites à ce que la société peut accepter du système capitaliste dans son ensemble. Parler de limites à la croissance est ainsi, pour lui, un moyen de poser des limites au système capitaliste dans son ensemble.

Un des journalistes perçoit les médias dominants et l'industrie de l'information comme une forme de « propagande ». Une propagande qui véhiculerait surtout l'idée qu'il n'existe pas d'alternatives économiques et sociales. C'est un discours qui revient également chez un autre journaliste qui réproouve la tendance des politiciens à dire qu'il n'y a pas d'alternative comme une des carences majeures du système dominant, une affirmation qu'il ne tient pas pour vraie.

C'est dans ce contexte de rejet du système économique, politique et social actuel et de rejet du rôle que jouent les médias dominants dans ce système que s'inscrivent les croyances et les valeurs de ces journalistes par rapport à l'exercice de leur métier.

8.4 Croyances et valeurs sur le journalisme

Les journalistes des médias alternatifs entretiennent des croyances et des valeurs sur le journalisme qui se construisent à deux niveaux. Ils cherchent, d'une part, des repères par rapport au rôle du journaliste dans la société et ils tiennent, d'autre part, une réflexion continue sur la façon dont les médias dominants jouent ce rôle et sur les failles dans le système dominant. Failles qu'ils estiment devoir combler par leur pratique professionnelle dans un média alternatif. Les journalistes comprennent leur rôle comme étant en opposition avec celui de la presse dominante, dont ils n'approuvent pas les méthodes professionnelles et les comportements. Si bien qu'ils adoptent des pratiques professionnelles différentes.

8.4.1 Positionnement opposé aux médias dominants

Un des journalistes considère son rôle de journaliste comme une forme de défi aux médias dominants. Et l'internet, quoique étant, de son propre aveu, un vaste champ d'informations de toutes natures et de toutes qualités, se révèle pour lui un outil efficace de diffusion de cette information divergente, une possibilité de donner accès au public à des « connaissances cachées ». Cachées puisqu'elles appartiennent ou sont construites dans des groupes de réflexion et d'analyse qui n'ont pas voix au chapitre dans les médias dominants.

Un d'entre eux explique cette opposition comme une divergence entre sa vision de l'objectivité, de la neutralité journalistique et de celle des journalistes de médias dominants:

Dans le *mainstream*, la façon de cadrer les articles est d'être neutre et objectif. Je ne pense pas qu'une telle chose existe. C'est impossible. On a toujours un point de vue. Dans le fait de choisir parmi une palette d'opinions, on choisit

toujours par rapport à nos propres critères. Pour être neutre, il faut interroger une personne de gauche, une personne de droite. Et voilà, vous êtes idéologiquement neutre! Mais la gauche et la droite puisent souvent dans le même champ d'idées. Ceux qui sont hors de ce champ n'ont pas accès aux médias.

Un autre cite les pratiques journalistiques précises qu'il estime répréhensibles : « Les journalistes se citent entre eux, font référence à eux-mêmes. Ils citent les mêmes métaphores, les mêmes expériences. Ils pensent qu'ils font un bon travail mais en fait ils n'expliquent rien. »

Une des pratiques professionnelles des médias dominants qu'il reprouve le plus est le choix des sources. Il met en cause un système dans lequel est prise la société : « Les journalistes ont peur d'interroger des personnes qui vont passer pour des 'nerds', qui auront la mauvaise analyse. Ils appellent toujours les mêmes personnes pour être sûrs de ne pas tomber sur des personnes qui vont se contredire. »

De son point de vue, un autre facteur qui empêche les journalistes de la presse dominante de diversifier les personnes citées comme sources est que ces sources doivent être rapidement accessibles, ce qui leur permet de produire des articles au moindre coût. C'est ainsi, pense-t-il que le système conduit à ce que les entreprises financent les *think tanks* qui parlent aux médias, qui n'ont d'autre choix que d'interroger ces personnes car elles leur permettent de boucler leurs articles dans les contraintes de temps et de coûts imposés par leurs patrons des médias.

Un d'entre eux explique cette récurrence des sources dans les médias dominants comme la traduction d'une forme de complot social.

Il est difficile de trouver des sources fiables. Je ne peux que faire confiance à moi-même. Il existe des sources qui essaieront de mentir. Notamment celles qui soutiennent des initiatives pour la nouvelle économie sociale. Ils sont financés par les employeurs. Ils veulent dire aux gens que c'est bien de

travailler plus, d'avoir moins de vacances, d'être esclaves de ce qui est bon pour l'économie.

Un des journalistes évoque la difficulté à trouver des sources fiables parmi les personnes qui jouent un rôle actif dans l'organisation sociale actuelle car ces personnes, quand bien même elles seraient convaincues de la pertinence de la décroissance, elles éprouveraient une certaine crainte de parler dans les médias, tant de la part des sources que des médias eux-mêmes. Ce qui entraînerait une autocensure: « les sources officielles ont peur de parler de la décroissance. Il y a avait même une commission parlementaire en Allemagne où le thème a été évoqué et un des membres de la commission était en désaccord avec la commission. Les journalistes ont peur de la réaction des lecteurs. »

Cette idée de « peur » par rapport à parler de la décroissance ne fait pas l'unanimité. D'autres journalistes pensent simplement que les intervenants qui exercent dans les fonctions officielles croient sincèrement que la croissance est la solution aux problèmes de la société.

C'est donc le mode relationnel entre la société et les médias dominants qu'ils estiment contraire à leurs valeurs démocratiques.

8.4.2 Rôle politique

Le défi aux médias dominants est l'expression d'un défi plus vaste au système démocratique actuel. Ce qui place le journaliste dans un rôle « politique » au sens idéologique du terme. Un rôle, pour certains, pleinement assumé : « Je n'ai pas d'affiliation à un parti. Mais je me considère un social-démocrate, et je mène un projet social-démocrate. Je me considère comme une personne politique. J'accepte ce rôle. Je ne suis pas un ermite. »

Pour un autre, ce rôle politique consiste à « dire quelles sont ces alternatives. » C'est la raison pour laquelle il inscrit son engagement médiatique dans le sens de prouver qu'il existe vraiment des alternatives et qu'il ne tient au public qu'à entendre d'autre voix pour les connaître.

Les journalistes des médias alternatifs se sont engagés dans cette activité, pour la plupart, par idéal et par passion. Leur formation de base n'est pas dans le domaine du journalisme, mais de la sociologie, de la politique et de l'enseignement. Certains ont suivi un cours rapide de méthodes journalistiques. D'autres ont eu une expérience pratique dans des rédactions de la presse dominante (radio, presse écrite).

Ils disent tous que leur pratique journalistique actuelle ne suffit pas à les faire vivre. Ils ont un travail alimentaire en parallèle, ou dépendent en partie des revenus de leur conjoint.

Leurs médias sont, en majorité, des médias électroniques (deux audio-visuels et un écrit). Seul un des journalistes écrit pour un journal papier de tendance de gauche. Ils diffusent gratuitement sur internet.

Deux des médias émanent d'initiatives de financement collectif (*crowd-funding*). Leur public souscrit volontairement à ces initiatives de *crowd-funding*, un premier par le biais d'une association, l'autre en s'appuyant sur la popularité médiatique ancienne de son fondateur, qui animait une émission à la télévision, ce dernier faisant régulièrement appel aux dons. Les dons s'élèvent à des montants de 50 euros à 5 000 euros. Ils disent que chaque production vidéo entraîne des coûts d'environ 3 000 euros et que les financements tombent régulièrement de la part des audiences engagées dans le soutien à leurs projets éditoriaux respectifs. Les visionnements pour ces vidéos vont de 5 000 et 30 000 personnes selon le sujet.

La plupart de ces médias relaient les liens à leurs articles par les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter. Il existe cependant un courant de pensée dans le mouvement alternatif qui s'oppose à ce type de diffusion en raison de la contribution que leur travail apporterait à pérenniser le modèle capitaliste sur lequel sont construits ces réseaux. Toutefois, dans l'ensemble, ils cèdent au pragmatisme et acceptent ce mode de diffusion n'ayant rencontré aucun type de censure au sujet du contenu de leurs productions respectives.

8.4.3 Pratiques professionnelles différentes

Si ces journalistes disent adhérer aux mêmes principes de vérification de l'information que les journalistes des médias dominants, ils perçoivent leur métier de manière significativement différente dans le mode employé pour la sélection des sources d'information, des personnes à citer, à interroger. Dans leur mode de fonctionnement, ils cherchent leurs sources parmi des personnes qui « ont des analyses pertinentes et profondes mais qui ne sont pas couverts dans les médias dominants ». Ces médias dominant étant, par ailleurs, accusés de « montrer toujours les mêmes visages. »

Ils cherchent donc des sources « crédibles » qui ont des connaissances parfois « cachées » qu'ils se chargent de présenter à leurs audiences afin que le public ait accès à ces connaissances. Si certaines des sources ont parfois « peur » de partager leurs connaissances en raison de la menace qu'elles comportent pour le système, d'autres cherchent un accès à ces lecteurs différents. Et les journalistes des médias alternatifs entretiennent un rapport différent avec leurs audiences.

En effet, c'est l'engagement des lecteurs dans la société qui permet à ces médias d'exister. Les journalistes sont donc très conscients de leurs audiences respectives, de leurs intérêts et leurs susceptibilités.

Un journaliste qui travaille pour un média écologiste parle de ses lecteurs comme « des personnes qui sont intéressées par le sujet (environnement), qui travaillent dans ce secteur, des parlementaires, des scientifiques ». Dans ce cas précis, le lectorat est à la recherche d'informations plutôt techniques et organisationnelles sur des secteurs d'activités très précis. La thématique économique est un débat plus large qui s'inscrit en extension de leur mission première. Le choix de la couverture du colloque a d'ailleurs été débattu au préalable avant que ce journaliste ne s'engage dans cet exercice.

D'autres sont déjà plus engagés dans la thématique de la décroissance et abordent la couverture de ce colloque comme un incontournable que cherchent leurs auditeurs. Ces derniers sont définis comme : « des personnes éduquées intéressées par l'environnement et le changement », ou de manière plus radicale comme « des personnes éduquées qui ont un intérêt pour la politique... Des personnes qui ne sont pas d'accord avec tout mais sont convaincues qu'il y a un problème dans la démocratie, que les médias ne sont pas libres et sont contrôlés par les partis politiques ou les entreprises qui paient soit par le fait qu'ils possèdent les médias ou qu'ils leur paient des publicités. »

Enfin, ils citent cette autre catégorie d'auditeurs: ceux qui n'adhèrent pas du tout à l'idéologie qu'ils défendent : « Ceux-là ne sont que des spectateurs. Ils ne sont là que pour dire que nous sommes opposés à tout. » Ces « trolls », ou détracteurs systématiques sont des lecteurs réguliers de ces médias. Et les journalistes s'efforcent de ne pas tenir compte de leurs critiques dans leur approche rédactionnelle.

9. ANALYSE DES RÉSULTATS

Nous avons identifié et décrit les principales étapes qui mènent à la construction du discours sur les limites à la croissance au cours d'une expérience spécifique avec des journalistes appartenant à des médias dominants. Nous avons aussi exploré les croyances et valeurs qui étaient intervenues dans la réflexion de ces journalistes dans ce contexte. Nous avons vu, de cette expérience, que ces journalistes ont été emmenés à exclure le thème des limites à la croissance du discours; ou à produire un discours propice à perpétuer la croyance en la possibilité d'une croissance illimitée.

Nous avons aussi identifié que les médias alternatifs tiennent un discours opposé en faveur des limites à la croissance, voire de la décroissance. Nous avons aussi exploré les croyances et les valeurs qui interviennent dans la construction d'un discours différent.

Nous avons également décrit les croyances et valeurs que tiennent tous ces journalistes au sujet de leur pratique professionnelle.

Nous nous attèlerons maintenant à analyser les divergences possibles dans le raisonnement que tiennent ces journalistes pour justifier leurs choix professionnels qui aboutissent à des discours sensiblement différents.

9.1 Les points communs

9.1.1 La perception du risque écologique

Il s'avère que, face à la problématique climatique, les journalistes des médias dominants comme ceux des médias alternatifs s'accordent pour dire que la situation actuelle comprend un élément de danger. Voire qu'elle n'est pas durable et qu'on

« finira bien par payer la note ». Ils partagent avec les experts en climat et les économistes de la mouvance écologiste la même interprétation des risques afférents à la situation et de l'urgence à passer à l'action. On peut donc dire que les premiers éléments de réflexion sur la problématique partent de critères communs susceptibles de créer dès le départ une construction de sens qui rejoigne l'idée de la nécessité d'opter pour une forme de restriction économique. En effet, tous les journalistes interrogés expriment une sensibilité favorable aux discours des économistes écologistes sur la nécessité d'une réduction de la consommation. C'est un discours qu'ils ont déjà entendu, notamment dans les contextes écologiques. Au niveau personnel, s'ils ne sont pas activement engagés dans cette démarche, du moins l'envisagent-ils comme une possibilité, une situation à laquelle ils pourraient se préparer personnellement.

On peut donc dire qu'il existe un cadre cognitif préalable commun qui fait office d'introduction à la problématique. C'est ainsi que les journalistes des médias dominants s'engagent spontanément dans un angle d'interprétation alarmiste, qui est, a priori, favorable à des choix allant dans le sens de la protection de l'environnement.

Pour autant, lorsque ces journalistes sont invités à véhiculer consciemment des discours qui prônent des choix de politiques économique et sociale de restriction, en rupture avec le modèle actuel, et qui peuvent avoir des répercussions directes sur leur environnement immédiat, le doute s'installe. Les journalistes s'engagent alors dans une réflexion qui les mène à des choix très différents selon que le journaliste appartienne à un média dominant ou à un média alternatif.

On peut donc aussi dire qu'il ne suffit pas de convaincre les journalistes des médias dominants du bien-fondé des arguments favorables aux limites à la croissance pour obtenir un traitement différent de l'information dans ces médias.

9.1.2 Une critique du fonctionnement des médias dominants

Les journalistes des médias alternatifs entretiennent à l'égard des médias dominants et des journalistes qui y travaillent des opinions très critiques de leurs pratiques professionnelles. Ils critiquent notamment le fait de présenter souvent les mêmes experts; le fait de véhiculer l'idée qu'il n'existe pas d'alternative au modèle économique, politique et social actuel; le choix de métaphores associées à la compétition, présenter les faits économiques sous la forme d'un jeu à gagner; le choix de la facilité et de la rapidité qui les empêche de solliciter des experts avec des vues différentes et la perception que les journalistes des médias dominants doivent se plier au système pour ne pas perdre leur emploi.

Dans le camp des journalistes des médias dominants, on constate également une certaine critique du système dans lequel ils opèrent, même si elle est moins virulente. Si un des journalistes a exprimé une adhésion aux valeurs du système, concevant son rôle comme celui de « producteur de contenu », et son expertise comme « un talent à vendre », tous sont loin de partager cette conception du journalisme.

Le reproché que ces autres journalistes font à leurs employeurs est de ne pas leur permettre de produire des contenus aux normes de qualité auxquelles ils adhèrent. Ils réproouvent de ne pouvoir explorer plus en détail leurs thématiques, ressentent une culpabilité à ne pouvoir diversifier leurs sources lorsque le temps leur fait défaut. Ils se disent parfois « cyniques » et vivent avec le sentiment de faire ce qu'on leur demande de faire pour garder leur emploi, de produire du texte pour « plaire à la majorité » ou « ne pas faire de vagues » plutôt que de remplir le rôle qu'ils auraient souhaité dans la société. Ils partagent un sentiment d'impuissance à changer ce système.

Nous avons relevé que le journaliste qui était le plus mal à l'aise par rapport à cette situation avait réfléchi à la possibilité de passer à un média alternatif.

Ayant identifié les points de convergence, nous allons maintenant explorer les points de divergence entre ces deux groupes de journalistes et les éléments, conditions ou arguments susceptibles d'apporter un regard différent sur la problématique. Ces divergences se situent aux niveaux des regards qu'ils portent sur le système économique, politique et social actuel, sur le fonctionnement des médias dominants et sur le rôle des journalistes dans la société.

9.2 Les divergences

9.2.1 Regards sur le système économique, politique et social actuel par les journalistes des médias dominants

Les journalistes des médias dominants sont pour la plupart dans un état d'esprit où ils ne remettent pas en cause le système néolibéral capitaliste dans lequel est inscrit le modèle économique aujourd'hui mondialisé. S'ils partagent une certaine inquiétude sur la pérennité de la planète, ou ressentent le besoin de mettre un frein à un développement effréné, ces convictions demeurent très ancrées dans le souci de protéger l'environnement physique de la planète. Les structures sociales et politiques de la société ne leur causent pas, pour leur part, d'inquiétude majeure. Certains se les sont même appropriées, exprimant une adhésion aux valeurs néolibérales de la société. Ils considèrent que les solutions que proposent les économistes écologistes sont des « extrêmes », voire sont « anarchiques ». En tous cas, qu'elles sont des propositions « qu'on ne peut pas se permettre aujourd'hui ». C'est une croyance qui conduit à ce que les journalistes tiennent à distance certains discours « extrémistes » ou qui ne s'appuient sur aucune légitimité institutionnelle.

Les journalistes peuvent adhérer pleinement à cette croyance sur les plans à la fois personnel et professionnel. Ils peuvent parfois être en désaccord avec cette croyance sur le plan personnel, mais choisissent de se l'approprier dans leur exercice professionnel. En effet, lorsque l'opinion personnelle du journaliste sur la légitimité d'une source doit se négocier avec ce que les lecteurs pourraient percevoir comme illégitime au moment de la réception de l'information, le journaliste choisit de passer outre ses croyances personnelles pour s'aligner sur la légitimité socialement reconnue par sa direction et ses lecteurs. Le tout dans un souci commercial de « plaire » au lecteur, de leur donner une information qui leur sera « utile », ou simplement de faire du clic pour les journalistes exerçant dans des rédactions web.

En ce qu'il s'agit de croissance et d'économie en général, les connaissances spécifiques leur faisant défaut, les journalistes des médias dominants vont puiser les critères de compréhension et d'interprétation dans les discours qui circulent dans la société. Dans la logique dominante, la théorie économique prône que la croissance est la condition nécessaire à l'emploi. Et, a contrario, l'absence de croissance soulève le spectre du chômage et de la paupérisation des sociétés. Ces arguments appartiennent aux discours politiques, toutes tendances confondues, qui depuis la chute du communisme, ont adopté le modèle néolibéral comme une forme de *realpolitik* incontournable. C'est aussi le discours des enseignants à l'école, à l'université. Ils accordent à ces organismes et à leurs représentants une légitimité quasi-automatique, en tous cas, pas questionnée.

S'ils adhèrent au modèle néolibéral, ces journalistes gardent cependant une sensibilité pour les problématiques sociales. Ils parlent de manière récurrente des inégalités, dont un d'entre eux estime même qu'elles peuvent constituer une forme de limite à la croissance. On peut lire chez eux un souci d'en tenir compte dans les choix de politiques économiques. Tout comme on constate que ces journalistes sont soucieux du bien-être de leurs concitoyens : « les gens ne veulent pas être pauvres ». Un bien-

être matériel qui se traduit en termes d'emplois et d'accès aux besoins fondamentaux. Par conséquent, entre la remise en cause de la croissance qui assurerait la durabilité de la planète et le soutien à cette même croissance qui assurerait l'accès équitable à l'emploi et aux revenus, il existe, selon ces journalistes, un compromis à trouver. Et, dans ce compromis, la protection de l'emploi et des revenus de court terme paraissent plus proches de leur réalité et de celle de leurs lecteurs que l'avènement de catastrophes écologiques et climatiques annoncées.

Les journalistes des médias dominants prennent confiance dans les enseignements socialement construits. Ils croient aussi en la possibilité d'un compromis entre croissance et protection de la planète. Ce qui les place de facto dans un état d'esprit plus proche de celles des personnes qui exercent un pouvoir dans la société, tels que les économistes des institutions dominantes, les organismes d'État, les institutions internationales, voire même les économistes qui appartiennent à des organismes privés financés par des entreprises. C'est cette confiance partagée dans le compromis qui permet aux journalistes de s'appuyer sur ces personnes comme sources, consolidant ainsi la légitimité de ces dernières dans la société. Elles deviennent, dès lors, des sources « fiables », qu'il est pratique d'interroger puisque, de leur propre aveu, ces sources sont facilement accessibles. Cela leur permet de boucler leurs productions dans les contraintes de temps et de ressources exigées par leurs employeurs.

C'est également cette confiance dans le système que l'on peut observer dans le mode de communication ritualisé entre les journalistes et les émetteurs de communiqués, notamment ceux émanant des grandes institutions mondiales. Il se développe une forme d'attente à ce que ces institutions fassent appel aux compétences des relationnistes pour préparer l'information qui soit non seulement vraie, mais qui soit aussi présentée sous une forme qui leur soit facile à comprendre, interprétable rapidement et traduisible en un article dans des délais courts. Les critiques qu'ils

manifestent se rapportent davantage à la forme qu'au fond du discours, traduisant une acceptation immédiate de la véracité du discours.

On peut dire que, dans les médias dominants, ce sont les valeurs et croyances dominantes dans la société qui servent de repères aux choix professionnels indépendamment des valeurs et croyances personnelles des journalistes. Et cela se justifie par le maintien d'un certain ordre social qu'ils ne se sentent pas légitimes de contester.

9.2.2 Regards sur le système économique, politique et social actuel par les journalistes des médias alternatifs

Les journalistes des médias alternatifs posent sur la société un regard critique. Ce n'est pas seulement au contenu des discours que tiennent ces médias qu'ils s'opposent, mais également au système économique, social et politique dans lequel sont construits ces discours. Leur intérêt principal, voire dans certains cas leur engagement actif, consiste à « changer le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui ».

La volonté de changer le système les conduit à porter un jugement distancié sur la véracité du discours tenu par les représentants des organismes sociaux dominants, soit les experts cités par les médias dominants. Puisque ces derniers participent à une forme de « complot » ou entretiennent une volonté de « domination », ils perdent, aux yeux des journalistes des médias alternatifs, leur légitimité. Et leur discours perd aussi de sa légitimité.

La part du discours la plus contestée est la notion de compromis possible entre la planète et l'emploi ou le bien-être matériel. Envisager un compromis revient, à leur avis, à « refuser de voir la réalité ». C'est au nom de ce rapport différent au réel qu'ils

réfutant le discours dominant qui veut qu'il n'y ait pas d'alternative à l'organisation actuelle. À leur sens, il existe bel et bien des alternatives, mais qui nous seraient « cachées ». Et il suffirait de lever le voile sur ce qui cache cette réalité pour que la société la découvre.

Ce voile se manifeste par les rapports de domination sociale qu'exercent les entreprises par le biais des politiciens du système sur l'expression démocratique. Ce qui, dans les médias dominants se traduit par une nécessité d'écrire pour faire de l'audience, de construire des contenus qui plaisent plutôt que des contenus qui décrivent la réalité telle qu'elle est, de vendre de l'audience à des annonceurs plutôt que de produire de l'information pour des citoyens libres. Ce système génère, à leur sens, une barrière invisible qui entrave la libre expression des idées et la possibilité de choix alternatifs. Les journalistes des médias alternatifs croient en un mode d'organisation sociale nouveau qui remettrait en cause le système capitaliste et notamment la place prédominante accordée aux entreprises, ce qui redonnerait sa place à la gestion collective des biens. Ils plaident pour un nouveau contrat social de gestion sur la base d'une entente sur les limitations des besoins, de la consommation dans le but d'assurer la pérennité de la planète.

C'est également cette volonté de construire un nouveau modèle politico-social qui attirerait, aux dires des journalistes des médias alternatifs, leurs audiences aux contenus qu'ils produisent. Ils disent de leurs audiences qu'elles sont « intéressées par l'environnement ou le changement », qu'elles ont « un intérêt politique », ou encore qu'elles sont « convaincues qu'il y a un problème dans la démocratie ».

Nous avons constaté que la volonté de changer le système politico-social est un cadrage cognitif qui facilite, voire qui permet, l'adhésion au discours des économistes de la mouvance écologiste. Nous pouvons poser l'hypothèse que comme si la condition préalable nécessaire à la construction d'un discours différent, à

l'acceptation d'une nouvelle forme de présentation du réel, est la volonté de changer le système politique et social.

9.2.3 Regards sur la neutralité journalistique

Pour les journalistes des médias dominants, qui sont à l'aise dans leur environnement de travail, la neutralité journalistique constitue un repère essentiel et sécurisant. Un moyen de se dégager d'un malaise professionnel plutôt que de le subir.

Pour rester neutre, leur pratique professionnelle se veut libre de tout engagement politique qui mettrait en danger leur neutralité. Il est possible cependant que ce refus de l'engagement les place dans des situations où ils se voient en train de véhiculer des informations auxquelles ils ne croient pas eux-mêmes, qui ne correspondent pas à leur interprétation du réel. Dans ces cas, pour se dégager de la gêne que leur inspire l'opposition possible entre le sens de ce qu'ils comprennent et ce qu'ils pensent pouvoir dire, la réflexion des journalistes s'oriente sur la place de leurs opinions personnelles dans leur travail de reportage, et sur les moyens qu'ils peuvent mettre en œuvre pour demeurer objectifs. Un d'entre eux dit de ses opinions personnelles qu'elles s'apparentent à des « émotions », soit des facteurs desquels il se méfie, ne fait pas confiance ou accorde peu de crédit. Et les opinions personnelles sont des critères qui, dit-il, n'ont pas leur place dans l'exercice de son mandat de journaliste reporter. À son avis, le champ des opinions personnelles appartient à ses collègues chroniqueurs. Ceux qui font cas de leurs opinions personnelles sont, à son sens, des journalistes « militants ». Cela ne correspond pas à son idée du journalisme.

Les autres ont manifesté leur attachement à cette objectivité qu'ils croient possible. Ils ont partagé les tactiques sur lesquelles ils s'appuient pour traduire ce sens de l'objectivité par des choix professionnels précis, adoptés après un exercice de réflexion consciente sur les critères d'excellence de leur métier. Parmi ces règles qui s'imposent, nous en avons relevé certaines qui ont le plus d'importance :

- Réfléchir au possible biais personnel du journaliste et en tenir compte afin que ce biais personnel joue le moins possible dans les choix, afin de « se rapprocher de l'objectivité »;
- Chercher à s'appuyer sur des sources également non-engagées;
- Mettre en équivalence des prises de position contraires;
- Attribuer un propos à une personne externe par le biais d'une citation pour proposer une construction de sens tout en se dégageant de la responsabilité de cette construction. « Ce n'est pas moi qui dit cela, c'est lui. »;
- Jongler avec l'ambiguïté du discours pour retenir ce qui semble légitime au journaliste et exclure ce qui le met en danger.

On comprend qu'il existe non seulement une volonté très consciente de se détacher de son opinion personnelle mais aussi une volonté d'être perçu comme ayant pris les dispositions nécessaires pour s'en détacher.

L'avantage personnel et professionnel à appliquer la règle professionnelle de neutralité est qu'elle dégage les journalistes d'une responsabilité par rapport à la représentation qu'ils proposent de la réalité. Ils semblent acquis à l'idée que ce qu'on leur demande de produire, en tant que professionnels de l'information, n'est pas une représentation fidèle de la réalité, mais une représentation construite selon les règles. Car, dans les contraintes des dispositifs techniques dans lesquels ils opèrent, ce serait une mission impossible. Il n'est, en effet, pas possible de reproduire en trois cent mots une réalité présentée en deux pages de communiqué, qui lui-même synthétise des milliers de pages de rapports d'experts. Il n'y a donc pas de « faute » à opérer une sélection et à ne présenter qu'un aspect de cette réalité. Les règles sont des outils dont ils disposent pour arriver à un compromis socialement acceptable entre le réel et leur production.

La règle de neutralité et l'acceptation du compromis s'avèrent très utiles lorsque l'information à présenter n'est pas de nature concrète et physique, mais théorique et abstraite. Lorsqu'une information est de nature très technique et sujette à des interprétations diverses et variées, telle que l'information économique, ils ne se sentent pas légitimes pour décider de la véracité de cette information. C'est ainsi que les techniques d'observation et de vérification s'effacent pour céder la place à la règle de neutralité. Ils estiment que, puisqu'ils n'ont pas de moyens de justifier de la véracité d'une information par rapport à l'autre, la neutralité les place dans un cadre professionnellement acceptable pour eux, pour leurs employeurs et pour leurs audiences.

L'important est alors plutôt que l'information soit équilibrée. Sachant que, vraie ou pas, une information équilibrée sera reçue dans la société comme une information légitime. La règle de neutralité est donc une règle qui assure une sécurité pour le journaliste. Sécurité dans la réception sociale de l'information. Sécurité dans son travail puisqu'il lui permet de justifier et de soutenir le processus utilisé pour la production de l'information. Se détacher de cette règle en dérogeant au principe de dualité de l'information ou en véhiculant des axes d'interprétation que la société en général ne s'est pas encore appropriés, s'apparente à une prise de risque professionnelle.

Pour prendre le risque de véhiculer une information qui dérange, le journaliste estime devoir s'assurer d'un certain niveau de légitimité. Une légitimité technique dans un premier temps, qui vient d'experts. Or, ils ne sont pas eux-mêmes économistes et donc ils estiment ne pas l'avoir. Une légitimité sociale qui émane du système dans lequel ils fonctionnent. Cette légitimité s'impose d'office lorsque le discours est institutionnel ou qu'il provient de la direction de leurs médias lorsqu'une ligne éditoriale est établie dans ce sens. Or, dans le cas des journalistes des médias dominants, aucun de ces acteurs du système ne sont prêts à leur accorder aisément

cette légitimité de ce discours. Dans ce contexte, s'engager dans ce type de discours équivaldrait à mettre en danger leur propre légitimité professionnelle et personnelle.

Dès lors, le choix du journaliste ne s'exprime pas en termes de savoir s'il épouse un mouvement de pensée économique ou un autre, mais s'il est disposé à mettre sur le tapis sa propre légitimité au profit d'une pensée dont il a toutes les chances de penser qu'elle rencontrera au mieux le doute de la société ou le rejet absolu de la part de son milieu professionnel. Le choix qui s'opère est entre l'incertitude, un peu gênante, de savoir que la croissance devrait ou pourrait être plafonnée et la quasi-certitude d'un accueil social négatif de leur travail professionnel.

Ils optent donc pour un choix sécuritaire pour eux-mêmes, laissant à la société dans ses institutions de déterminer collectivement la représentation du réel à laquelle elle veut adhérer.

9.2.4 Divergences et choix de médias

Nous évoquions plus tôt le cas de ce journaliste des médias dominants qui se sentait mal à l'aise dans l'exercice de son métier dans sa forme actuelle. Dans sa réflexion, le critère qui lui pose le plus de conflit interne est la notion de neutralité journalistique.

C'est dans le suivi des activités politiques qu'il a été emmené à éprouver des désaccords profonds entre la façon dont les médias dominants rapportaient l'information et ce que lui-même estimait être la nature véritable de l'information. Or, son expérience personnelle l'a mené à penser que la pratique de cette neutralité conduisait les journalistes à présenter à leurs audiences des visions du réel singulièrement déformées : « si une pomme est rouge, les scientifiques disent qu'elle est rouge, pas rouge-bleu ou bleu-rouge ». Il estime que les médias dominants présentent des informations dans le souci d'équilibrer les propos entre les différentes

tendances d'opinion ou d'interprétation, dans le but de plaire à toutes les audiences, à faire le maximum d'argent. Cette règle anglo-saxonne d'équilibre de l'information conduit, selon lui, à de la désinformation. À laquelle contribuent les journalistes de ces médias si bien que les politiciens en font usage pour pérenniser les discours « mensongers » dans la société.

Pour autant, il continue de choisir ce mode de présentation de l'information dans son travail puisque ce mode de fonctionnement professionnel lui permet de gagner sa vie. Il vit cette situation en acceptant de ressentir un malaise dont il aurait voulu se dégager. Mais il n'a pas encore réfléchi à un moyen pratique de réconcilier ses opinions personnelles et son activité professionnelle. Dans l'attente, il se plie au mode dominant qu'il perçoit comme étant l'expression du dictat du marketing et du capitalisme dans le domaine du journalisme.

Si la pratique professionnelle de ce journaliste s'aligne sur les pratiques en vigueur dans les médias dominants, on voit que son opinion personnelle rejoint celle des journalistes des médias alternatifs. Un des journalistes des médias alternatifs nous a cité de manière précise la règle de neutralité comme une norme de pratique professionnelle qu'il réprovoque. Elle ne lui permet pas de présenter la vision du réel avec laquelle il peut se sentir confortable, avec laquelle il a le sentiment de remplir son rôle d'informateur. Un autre nous cite encore la « méfiance » qu'il éprouve envers les sources émanant des institutions qui fonctionnent dans le système néolibéral. Si bien que le fait même d'exclure ces sources le place dans une situation où il ne respecte pas cette règle de neutralité.

Nous pouvons donc dire que le respect de la règle de neutralité, et les conséquences de l'application de cette règle sur le rapport des journalistes à la réalité, constitue une des divergences majeures entre les journalistes des médias dominants et ceux des médias alternatifs.

Nous pouvons aussi dire que, dans le contexte de la couverture médiatique du thème de la croissance et de ses limites, le véritable cadre de réflexion n'a rien à voir avec la problématique elle-même, rien à voir avec le conflit paradigmatique dans lequel sont engagés les économistes. Mais le véritable cadre d'interprétation du comportement du journaliste est la règle professionnelle de neutralité à laquelle il adhère.

Nous avons vu que les journalistes des médias dominants comme des médias alternatifs partageaient une même définition du risque climatique, qu'ils partageaient en partie, une certaine critique du modèle de fonctionnement des médias dominants. Ce qui les différencie demeure un positionnement critique ou conventionnel par rapport au système politique et social. Ils ne s'entendent pas non plus sur l'usage de la règle de neutralité comme critère de qualité professionnelle pour présenter la réalité qu'ils perçoivent. A partir de ces critères, nous tenterons de poser des hypothèses sur les opportunités possibles pour les économistes de la mouvance écologiste d'élargir leur discours à des audiences plus larges et plus variées.

9.3 Les opportunités d'élargir le champ du discours

9.3.1 Contenu et forme du discours des économistes écologistes

Au niveau du contenu des réponses des journalistes, il nous a paru important de noter l'absence de liens spontanés entre les concepts de consommation et de croissance. Cela pourrait indiquer que ces journalistes abordent ces deux concepts comme des éléments conceptuellement indépendants, comme des cadrages différents. Tout se passe comme si certains enchaînements logiques sont possibles lorsque la définition du contexte est la consommation ou la surconsommation, mais que ces mêmes enchaînements logiques ne sont pas possibles lorsque la définition du contexte est la croissance.

Il nous paraît utile que les économistes de la mouvance écologiste explorent la possibilité de construire leurs discours en mettant l'accent de manière claire et systématique sur les liens d'interdépendance entre la croissance et la consommation. En effet, nous avons constaté un a priori favorable pour une réduction de la consommation qui pourrait se traduire en des croyances favorables pour une réduction de la croissance, si ce lien pouvait être établi de manière automatique.

Nous pensons aussi que, compte tenu de la complexité du langage utilisé par les organismes qui détiennent le pouvoir dans la société (GIEC, institutions économiques mondiales), il existe une opportunité de présenter un travail de vulgarisation, de relecture et de réinterprétation de ces discours. Ainsi, un organisme qui prône les limites à la croissance pourrait de manière systématique proposer une relecture de ces communications de manière à simplifier la complexité du langage, dénouer les ambiguïtés qui favorisent les intérêts politiques des États et entravent la compréhension des enjeux. En effet, si les organismes dominants sont tenus par leurs contraintes diplomatiques et politiques à « noyer le poisson » dans un langage de

technocrate, ils se privent d'être compris. Dans les faits, leur crédibilité ne s'appuie pas sur une compréhension de la problématique, mais sur des croyances sociales établies en leur légitimité. Proposer dans la société un discours alternatif clair et dénué d'ambiguïté permettrait de juxtaposer deux versions : l'une construite sur le raisonnement conscient, l'autre sur une croyance quasi-aveugle, appelée à s'étioler au fil des expositions successives du public avec un langage plus clair, direct et cohérent.

9.3.2 Choix des médias

Nous avons vu que le développement de l'internet et des médias sociaux a apporté une opportunité à beaucoup de journalistes pro-décroissance d'élargir la portée de leurs discours. Si bien que la plupart des médias alternatifs ont choisi l'internet comme plateforme de diffusion. Ce média, qui ne propose pas de filtration éditoriale pour les contenus appartenant à cette thématique, leur laisse libre champ d'expression. De plus, l'internet et les réseaux sociaux ont généré des canaux de financement alternatif qui permettent à ces médias d'exister. D'exister en totalité ou en partie puisque nous avons vu que les journalistes des médias alternatifs considèrent leur activité davantage comme une forme d'engagement social que comme une source de revenus à part entière. Ils complètent leur rémunération sur le travail journalistique par d'autres activités qui comblent leurs besoins financiers.

Si certains médias ont embarqué sur les réseaux sociaux, certains refusent d'utiliser les réseaux sociaux comme Twitter ou Facebook en raison de la contribution qu'ils seraient appelés à donner à la forme capitaliste de ces médias. Ils estiment que, même si ces réseaux leur apportent une plateforme de diffusion gratuite, y contribuer reviendrait à nourrir la prospérité d'un organisme à but très lucratif, ce qui est contraire à leurs valeurs. Il s'agit d'un débat de valeurs sur lequel nous ne porterons pas de jugement. Il demeure cependant que se priver d'utiliser ces réseaux sociaux

revient à se priver d'une opportunité d'élargissement gratuit et spontané de l'audience.

9.3.3 Approche des médias dominants

Nous avons parlé des cadrages comme des contextes d'interprétation de l'information. Nous constatons que de la plupart des militants écologistes expriment leur opposition aux médias dominants sous la forme d'un rejet du contenu de l'information. Ils proposent ainsi une représentation du réel, mise en opposition avec une forme de « mensonge », « complot » ou « propagande organisée par les institutions dominantes ». Nous ne commenterons pas ici la pertinence de l'une ou l'autre des présentations du réel. Nous commenterons uniquement sur le processus de communication qui mène à la production d'un discours ou de son contraire.

Nous avons observé que, dans l'exercice d'échange d'informations, ce n'est pas tant la véracité de la présentation alternative du réel qui dérange les journalistes des médias dominants, mais le modèle économique et social que proposent les adeptes des limites à la croissance. Aussi, partager le même diagnostic climatique et physique, ne suffit-il pas à les mener à proposer des choix différents. En effet, des choix différents impliqueraient de sortir du cadre d'interprétation physique et technique pour entrer dans un autre cadre socio-politique, et notamment un cadre socio-politique alternatif dont ils estiment que leur lectorat considèrerait illégitime.

Tout se passe comme si ce cadre politico-social qui accompagne le cadre scientifique devenait une voie sans issue dans la possibilité de construction d'un discours différent. Et la solution à cette voie sans issue est d'édifier une voie alternative, soit des médias alternatifs avec une ligne éditoriale qui prône un mode d'accès différent au réel. Cela apporte une opportunité d'atteindre certaines audiences. Cela permet aux économistes de la mouvance écologiste d'exprimer librement leurs opinions et

bénéficier de la légitimité qui leur est refusée dans les médias dominants. Pour autant, les médias alternatifs ne leur offrent pas une possibilité d'élargir leur présentation du réel et leurs propositions au-delà d'un public très restreint et déjà conquis à leurs idées, si l'on en juge par la description qu'ont fait les journalistes des médias alternatifs de leurs audiences, soit pas plus de 30 000 personnes, plutôt éduquées dans un pays comme l'Allemagne.

Il s'avère donc important pour les économistes de la mouvance écologiste de réfléchir à d'autres moyens de véhiculer leurs idées dans les médias dominants, de percer ce qui semble être une barrière à l'accès à ces médias.

Au cours de cette étude, nous avons entendu les diverses opinions. Nous ne pensons pas, à l'instar des journalistes des médias alternatifs, qu'il existe des blocages institutionnels infranchissables dans les médias dominants. Certes, les exigences de rapidité de traitement de l'information, de réduction de coûts sont bel et bien réelles. Tout comme il est vrai qu'une partie des journalistes partagent avec les institutions dominantes une idéologie néolibérale. Mais nous avons constaté que la barrière invisible n'est pas une barrière idéologique opposée au concept des limites à la croissance, mais plutôt une barrière construite sous la forme d'interprétation de règles professionnelles à respecter, quelles que soient les opinions personnelles des journalistes.

La règle que nous estimons la plus influente est celle de la neutralité exigée du journaliste. Neutralité qui, dans de nombreux cas, devient synonyme d'objectivité ou du moins leur permet de s'en rapprocher. Cette neutralité exige qu'ils interrogent à la fois une partie et l'autre, qu'ils aillent explorer le revers de la médaille. Il s'avère que dans les faits, ils sont souvent loin de cette pratique, tel que lorsqu'ils citent le premier expert qui passe, celui qui retourne leur appel. Ils se trouvent à citer un expert du système dominant ce qui les exonère d'un blâme immédiat, mais leur laisse une

certaine gêne, un besoin de se justifier par rapport au fait de ne pas avoir fait l'effort nécessaire pour équilibrer l'opinion citée par une opinion opposée.

C'est le malaise associé à l'idée de n'avoir pas produit un travail à la hauteur de leurs valeurs qui, de notre point de vue, présente une opportunité pour les économistes de la mouvance écologiste de faire une percée dans les médias dominants.

Dès lors, nous pensons que, si les économistes de la mouvance écologiste, proposaient une approche différente à leur communication, ils disposeraient d'une couverture bien plus large dans les médias. Nous posons l'hypothèse que, si les économistes de la mouvance écologiste abordaient les journalistes des médias dominants en exigeant un droit de parole équitable, en s'appuyant sur les valeurs de pluralité démocratique socialement partagée, plutôt que de proposer une représentation de la réalité sur laquelle il n'existe pas de compromis possible, ils auraient plus de chances de provoquer une réflexion chez les journalistes des médias dominants. Ces derniers seraient exonérés de la responsabilité de décider si les économistes disent vrai ou ne disent pas vrai. Mais ils prendraient assurance dans le fait, qu'en leur donnant la parole, ils remplissent leurs rôles de journalistes selon les valeurs de la profession, sans mettre en danger leurs emplois ou leur crédibilité.

Nous savons aussi que, en choisissant de prendre la neutralité pour cadre de dialogue avec le journaliste, il est fort probable que les propos médiatiques des économistes de la mouvance écologique seraient juxtaposés, voire décrédibilisés, par des citations d'experts ayant des avis diamétralement opposés. Puisque nous avons vu qu'une des conditions de l'application de cette règle est que journalistes puissent présenter le « revers de la médaille ». Mais nous pensons malgré tout qu'une présence médiatique, même nuancée de contre-propos, serait plus efficace pour amener l'audience générale à partager la vision du réel des économistes écologistes. En clair, une exposition

médiatique même décrédibilisée, est plus bénéfique à la dispersion d'un mode de pensée dans la société qu'une absence quasi-totale de présence médiatique.

Nous posons aussi l'hypothèse que, lorsque la majorité des personnes sur la planète auront, par le biais des journalistes des médias dominants, été sensibilisés à la forme d'économie alternative, des poches de réflexion se développeront et que la contestation du modèle dominant aura de meilleures chances d'aboutir. Mais nous pensons que le changement du modèle économique et social ne peut que suivre l'exposition à une nouvelle interprétation du réel, exposition récurrente et répétée qui précède l'acceptation d'une nouvelle forme d'organisation sociale. Se placer dans le refus de l'organisation sociale actuelle, se confiner aux médias alternatifs revient à perdre du temps et des opportunités pour les économistes de la mouvance écologiste.

CONCLUSION

Nous avons abordé cette recherche en sachant que la principale difficulté tenait à la multidisciplinarité de la problématique. En effet, tenter de comprendre ce qui peut mener à la production d'un texte journalistique revient à observer un phénomène tant de son point de vue socio-politique, social et individuel. Un journaliste n'est-il pas, par son métier, chargé d'une mission sociale plus large ? N'est-il pas chargé de porter les attentes du public en termes d'information, de porter les idéaux de sa profession ? Et de répondre aux attentes spécifiques de ses lecteurs selon les caractéristiques de son audience ? Mais n'est-il pas aussi éminemment seul dans ses choix rédactionnels, chargé de régler par lui-même ses conflits internes au même titre que les paradoxes de la société dans laquelle il évolue ?

Nous supposons aussi que nous allions tenter de décrire des comportements souvent inconscients. Il devenait alors un défi de trouver une méthodologie qui nous permette d'accéder à ces comportements émanant de réflexes inconscients. Aussi pensons-nous qu'à travers cette expérience, nous avons été en mesure de décrire des comportements spontanés et inconscients et à faire parler les journalistes des décalages possibles entre leurs idéaux et leur pratique.

Nous pensons aussi que de choisir les journalistes de médias alternatifs parmi ceux présents à ce colloque international sur la décroissance en Allemagne, nous a permis de construire un échantillon crédible de journalistes de médias alternatifs. Ceci qui nous donne une perspective authentique sur la problématique des médias alternatifs dans la diversité des situations que ce label peut couvrir.

Cette recherche a été passionnante à plus d'un titre. Elle nous a permis de jouer avec les multiples facettes du concept de cadrage et d'en démêler les ficelles. Rester dans

le cadre de la problématique, du conflit paradigmatique, emmenait les journalistes des médias dominants à dire une chose et son contraire. Bref, ils ne décrivaient en rien leurs motivations profondes ou leurs choix professionnels. Dès lors, pour sortir du paradoxe dans lequel nous avait plongé notre propre recherche, la solution était de sortir du cadre premier qui avait servi de trame à notre réflexion préalable pour aller à la recherche d'un autre cadre susceptible de porter un meilleur éclairage sur les comportements observés. Nous avons découvert que le véritable cadre de lecture et d'interprétation du comportement du journaliste était la règle professionnelle de neutralité journalistique.

Nous comprenons aussi que cette règle génère dans les sociétés démocratiques une habitude de voir les choses présentées de manière nuancées, de parler d'une chose et de son contraire, favorisant un accès au réel parfois difficile à cerner. Elle pourrait aussi favoriser l'émergence dans nos sociétés d'une culture du compromis et d'un rejet des extrêmes, quand bien même elle génère un accès au réel, par la voie des médias dominants, déformé de son essence profonde.

Si cette règle journalistique dégage sur un accès au réel parfois controversable, la liberté de presse en vigueur dans les sociétés démocratiques permet aux citoyens d'accéder à d'autres modes de représentation de la réalité. En effet, la présence des médias alternatifs dans le paysage médiatique présente une opportunité pour la société de diversifier non seulement ses points de vue mais sa voie d'accès au réel. Nous pensons donc que les médias alternatifs jouent un rôle crucial dans la pérennité de la pluralité de l'information et de la diversité des modes de pensée dans la société. Nous dirons même qu'alors que le système néolibéral tend à étouffer la pluralité des médias pour obtenir un discours consensuel et commercial, l'ultra liberté de l'internet et des réseaux sociaux constitue une opportunité d'équilibrer cette tendance et d'ouvrir des espaces de liberté dans le discours social et politique de nos sociétés contemporaines.

Il n'en demeure pas moins que l'accès aux médias et notamment l'accès aux médias dominants demeure un des facteurs d'influence et de pouvoir dans la société. Et que si les économistes de la mouvance écologiste veulent s'approprier un certain pouvoir de faire changer les croyances dans la société, il serait utile de mettre en place des stratégies pour atteindre leur audience autant à travers le système des médias dominants que par la voie des médias alternatifs.

Ceci permettrait que nos sociétés, ayant eu accès à une information plus complète, se mobilisent pour assurer la pérennité de notre environnement, ce qui, dans notre échantillon de recherche, est un idéal partagé par tous les journalistes, qu'ils appartiennent aux médias dominants ou alternatifs.

RÉFÉRENCES

- Andreani, J.C.; Conchon, F. (2002). *Les techniques d'enquêtes expérimentales: vers une nouvelle génération de méthodologies qualitatives*. ESCP-EAP. Paris.
- Askenazy, P.; Coutrot, T.; Orléan, A et Sterdyniak, H. (2010). *Manifeste des économistes atterrés. Crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse*.
- Astier, P. (2005). *Dire, faire et savoir. Remarques sur leurs relations à l'occasion des discours d'expérience*. Intervention au 6^e Congrès Européen de Science des Systèmes.
- Bertaux, D. (2010). *L'enquête et ses méthodes, les récits de vie*, 3^e édition, Paris, Armand Collin.
- Bormans, C. (2001). *400 citations d'économie, commentées et analysées*. Principes Poche. Collection Studyrana.
- Cohen, J. (1995). *How Many People Can the Earth Support?* New York, Norton.
- Conseil Français de l'Énergie. (2013). *Les scénarios mondiaux de l'énergie à l'horizon 2050*.
- Courbet, D; Fourquet-Courbet, M.P; Chabrol, C. (2006). « Sujets sociaux et médias : débats et nouvelles perspectives en sciences de l'information et de la communication », *Questions de Communication*, 10, 157-179.
- Crozier, M (1981). *L'acteur et le système*. Éditions du Seuil (1^e édition, 1977).
- Eco, Umberto (1979). *Lector in Fabula*. Grasset
- Edelman, M. (1993). « Contestable Categories and Public Opinion », *Political Communication*, 10(3), 232-242.
- Entman, R.M (1993). « Framing : Towards a Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- Fishman, 1980. *Manufacturing the News*. Austin. University of Texas Press.
- Foucault, M. (1971) *L'Ordre du discours*. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970. Paris, Gallimard.

- Gamson, W. (1989). « News as Framing: Comments on Graber », *American Behavioral Scientist*, 33, 157-166.
- Gans, H. (1979 (2004)). *Deciding What's News*. New York, Pantheon.
- Georgescu-Roegen, N. (1979). « Energy Analysis and Economic Valuation », *Southern Economic Journal*, (45), 1023-1058.
- Gore, A. (2007). *An Inconvenient Truth*. Viking Juvenile.
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (2013), *5^e rapport annuel*.
- Hanitzsch, T. (2007). « Deconstructing Journalism Culture : Toward a Universal Theory », *Communication Theory*, 17(4), 367-385.
- Holbrook, M; Hirschman, E. (1982). « The Experiential Aspects of Consumer Research », *The Journal of Consumer Research*, 9(2), 132-140.
- Iyengar, S. (1991). *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*. Chicago and London, The University of Chicago Press.
- Kallis, G. (2011). « In defence of degrowth », *Ecological Economics*, 70(5), 873-880.
- Kallis, G., Rodriguez-Labajos, B., Scheider, F. et Sekulova, F. (2013). « Degrowth : From Theory to Practice », *Journal of Cleaner Production*, 38, 1-6.
- Kaufmann, J.-C. (2011). *L'entretien compréhensif*. (3^e éd.) Paris, Armand Colin.
- Keynes, J.M. (1923). *A Tract on Monetary Reform*. London, MacMillan and co.
- Kosicki, G; Beam, M. (2014). « Personalized News Portals: Filtering Systems and Increased News Exposure », *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 91, 59-77.
- Kuhn, T. (1963). *The structure of scientific revolutions*. University of Chicago Press. Chicago.
- Lavallée, A. (2009). « Relations paradoxales: écologie/économie », *Le monde*. [Blogue]. Récupéré de <http://quebec.blog.lemonde.fr/2009/02/17/rerelations-paradoxales-ecologieeconomie-natureculture-planetation>

- Lebaron, F. (2011) *La formation des économistes et l'ordre économique marchand*. Université de Picardie.
- Luyckx, C. (2010). « Décroissance et changement de paradigme », *Les Carnets du Développement Durable*, 1, Presses Universitaire de Namur.
- McQuail, D. (2010). *Mass Communication Theory*. (6^e éd.) SAGE.
- Malthus, T. (1798). *An Essay on the Principle of Population (Second Essay, 1803)*. Edition 1992: Cambridge University Press.
- Meadows, Dennis, Meadows, Donella et Rangers, J. (1972 (2004) (trad. 2013)). *Les limites à la croissance*. Écosociété, Collection Retrouvailles.
- Mucchielli, A. (2004). *Études des communications : Approches par la modélisation des relations*, Paris, Armand Colin.
- Nadeau, R. (1999). *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*. Presses Universitaires de France.
- Oxfam (2012). « Left behind by the G20? How inequality and environmental degradation threaten to exclude poor people from the benefits of economic Growth ». Récupéré de <http://www.oxfam.ca/sites/default/files/Left%20behind%20by%20the%20G20%20Oxfam%20Report.pdf>
- Proulx, S; Breton, P. (2002). *L'explosion de la communication au XXI^e siècle*. Paris, Éditions la Découverte, Collection Sciences et Société.
- Ricardo, D. (1817). *On the Principles of Political Economy and Taxation*. London. John Murray.
- Scheufele, D. A. (1999). « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, 49(1), 103-122.
- Shoemaker, P., & Reese, S. (1996). *Mediating the message*, (2^e ed.) New York, Longman.
- Smith, A. (1776). *The Wealth of Nations*. London. W. Strahan and T. Cadel
- Stern, N. (2006). *Stern Review on the Economics of Climate Change*, London, HM Treasury.
- Tuchman, G. (1978). *Making news*. New York, Free Press.

Van Dijk, T. (1988). *News as a Discourse*. Récupéré de [https:// www.questia.ca](https://www.questia.ca)

Wackernagel, M. (1994) *Ecological Footprint and Appropriated Carrying Capacity : A Tool for Planning Toward Sustainability*. Thèse. The University of British Columbia.

Wackernagel, M. et Rees, W. (1999). *Notre empreinte écologique*, Les Éditions Montréal, Écosociété.

